

DÉPENDANCES ET ORNEMENTS DE PAYSAGE

CONTINUITÉ

Le magazine du patrimoine au Québec

La grandeur des petits patrimoines

Numéro 146 Automne 2015 9 \$



ACTION
PATRIMOINE

SODEP service d'abonnement, C. P. 160, succ. place d'Armes, Montréal (Québec) H2Y 3E9 Poste-publications n° 0040010902

LA RESTAURATION FORMAT MONUMENTAL



**LA PLUS
IMPORTANTE ÉQUIPE
DE RESTAURATEURS
PROFESSIONNELS
AU QUÉBEC**

Sculptures • peintures • bois et meubles •
métal-pierre • monuments historiques •
textiles • archéologie-ethnologie •
papier et livres • patrimoine bâti •
photographies • éléments architecturaux •
urgence en cas de sinistre

418.643.7001
www.ccq.gouv.qc.ca

Centre
de conservation
Québec



Paysages d'infrastructures

Paysages ruraux

Paysages urbains



La Chaire en paysage et environnement
de l'Université de Montréal (CPEUM)
est un organisme de recherche unique
voué à l'accompagnement d'initiatives
publiques et à la formation continue
auprès des experts dans le domaine
de la préservation,
de la gestion et du développement
des paysages au Québec.

Chaire en paysage et environnement
CPEUM

Université de Montréal
C.P. 6128, succ. Centre-ville, Montréal
(Québec) Canada H3C 3J7
Tél. : 514 343-7500
www.paysage.umontreal.ca

Université 
de Montréal

Photo : Philippe Poulliaouec-Gonidec

chaire en paysage et environnement



LA GRANDEUR DES PETITS PATRIMOINES

Automne 2015

Chroniques

Billet 5

Nouvelles 6

Paysage 10

Site historique de La Grave
L'évolution continue



Fiche technique 14

La gouttière
Plan d'évacuation

Initiative 16

Héritage Montréal
Payant, le bénévolat!

DOSSIER

La grandeur des petits patrimoines 19

Petits patrimoines, grands témoins
par Valérie Gaudreau 20

Le frein de la loi
par Robert Mayrand 25

Les fiertés répertoriées du Kamouraska
par Dominique Lalonde 28

Macro-inventaire du patrimoine
Le Québec dans les détails
par Bernard Genest 32

Croix de repère
par Diane Joly 36



Charbon en production
par Catherine Thibodeau-Lefebvre 40

Pas de fumée sans passion
par Charlotte Gingras, Anne Bérubé, Aline Grenon et Louise Newbury 43

Chroniques

Conservation 46

Vêtement d'appartenance

Publications 50

Point de mire 52



Détail de la maquette de Québec en 1635 réalisée par Michel Bergeron et exposée au Musée de la place Royale. La ferme Hébert-Couillard se trouvait à l'emplacement qu'occupe actuellement

le Séminaire de Québec. Ses dépendances, puits et clôture se dressent en fiers ancêtres de nos petits patrimoines.

Photo : Guillaume D. Cyr

À lire au
magazinecontinuite.com

La vie après l'Expo

Église Notre-Dame-de-Fatima
Chronique d'une démolition annoncée

INVITATION

Joignez-vous à cet événement marquant

forum

QUATRIÈME ÉDITION
SUR LE PATRIMOINE RELIGIEUX

Expériences et engagements en action

Une quinzaine de conférences
sont prévues.



QUAND :

5 et 6 novembre 2015

OÙ :

Musée de la civilisation,
Québec

La conférence
d'ouverture
sera prononcée
par le cinéaste
Bernard Émond.



Une présentation
du projet de la Maison de
la littérature de Québec et une
visite sont au programme.



Photo: Chevalier Morales architectes

20
ans
1995
2015

La soirée gala se déroulera
à la Chapelle du Musée de
l'Amérique francophone.



Photo: Musées de la civilisation, Idra Labrie, Perspective

PROGRAMME ET INSCRIPTION

www.patrimoine-religieux.qc.ca

Conseil du
patrimoine
religieux
du Québec

20
ans
1995
2015

CONTINUITÉ



NE MANQUEZ PAS NOTRE
PROCHAIN NUMÉRO

Objets témoins

OU QUAND LE PATRIMOINE
MOBILIER SE FAIT EMBLÉMATIQUE
DE L'IDENTITÉ QUÉBÉCOISE



Pièces présentées au Salon d'antiquités du Vieux-Montréal 2014.
L'édition 2015 se déroulera du 15 au 17 octobre, au Marché
Bonsecours.

EN KIOSQUE EN DÉCEMBRE

CONTINUITÉ

Le magazine *Continuité* est un trimestriel publié par les Éditions Continuité inc. Fondé en 1982 par le Conseil des monuments et sites du Québec (aujourd'hui Action patrimoine), *Continuité* bénéficie de l'appui d'Action patrimoine, du Conseil des arts et des lettres du Québec, du Service de la culture de la Ville de Québec et de la Fondation québécoise du patrimoine. Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien.

Continuité est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP) et il est répertorié dans Point de repère, l'Index des périodiques canadiens et Hiscabeq.

Les anciens numéros de *Continuité* sont disponibles en ligne au erudit.org.

Abonnement (4 numéros par année)
36,79 \$ pour 1 an • 68,99 \$ pour 2 ans

Conseil d'administration: Guy Drouin (vice-président), Martin Imbeault, Louise Mercier et Paul St-Laurent

Comité de rédaction: Clermont Bourget, Réal D'Amours, Marie-Josée Deschênes, Patrice Groulx, Pierre Lahoud, Louise Mercier et François Varin

Rédactrice en chef: Josiane Ouellet

Rédactrice-réviseure: Sophie Marcotte

Réviseure: Judith Langevin

Correctrice d'épreuves: Annie Paré

Graphiste: Lydie Colaye

Représentant publicitaire: Yves Vallières

Collaboratrice: Marie-Dina Salvione

Service des abonnements: SODEP

Comptabilité: Guillaume Daguét

Numérisation: Langis Clavet

Impression: Deschamps Impression

Distribution postale: Les ateliers TAQ

Vente en kiosque: LMPI

Correspondance:

Éditions Continuité inc.

82, Grande Allée Ouest

Québec (Québec) G1R 2G6

Téléphone: 418 647-4525

Courriel: continuite@magazinecontinuite.qc.ca

Site Web: magazinecontinuite.com

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN-0714-9476 / ISBN 978-2-922527-46-9 (pdf)

Toute reproduction ou adaptation interdite sans l'autorisation de *Continuité*

Poste-publications n° 0040010902

Port payé à Québec

Parution: septembre 2015

Les opinions exprimées n'engagent que la

responsabilité de leurs auteurs. Les titres,

chapeaux, sous-titres, intertitres, légendes

et le choix des illustrations sont généralement

de la rédaction. Le générique masculin est employé

dans le seul souci d'alléger le texte.

Le magazine *Continuité* n'est pas responsable de

la qualité des services offerts par les entreprises

qui s'annoncent dans ses pages.

SECONDAIRES, MAIS ESSENTIELS

Si vous avez parcouru les routes du Québec cet été, vous avez certainement remarqué le florilège de bâtiments secondaires qui émaillent nos paysages ruraux: granges, étables, poulaillers, porcheries, hangars, fournils, silos, laiteries, caveaux à légumes, glacières, fours à pain, forges, fumoirs et j'en passe. De même, vous avez sûrement rencontré des croix de chemin, grottes, chapelles de procession et autres expressions d'une foi actuelle ou passée.

De ces patrimoines, qu'on qualifie souvent de petits, on devrait surtout retenir le caractère essentiel. Ils participent à la spécificité de nos paysages, en plus de témoigner de modes de vie et de savoir-faire d'autrefois. Mais comme tous ne perçoivent pas l'importance de ces repères visuels et identitaires, nous avons décidé de l'exposer dans le dossier de notre numéro d'automne. Devant la disparition graduelle de ces éléments distinctifs, il devient urgent de susciter la volonté de les préserver.

Car de la volonté, il en faut pour surmonter les obstacles. Prenons l'exemple des granges devenues inutiles. On peut les adapter aux besoins de l'agriculture moderne ou leur trouver une nouvelle vocation, deux options qui demandent temps et argent, pour peu qu'elles soient techniquement et légalement envisageables. Mais avec l'engouement que suscite l'ancien bois de grange pour la décoration intérieure de commerces et de résidences, parions que certains propriétaires choisiront plutôt de permettre à un revendeur de détruire leur bâtiment et d'emporter les rebuts...

Heureusement, plusieurs amoureux du patrimoine prennent un soin jaloux de leurs dépendances agricoles et ornements de paysage. Mais on ne doit pas les laisser porter seuls le fardeau de leur conservation. Préserver ces témoins historiques et la beauté de nos paysages profite à tous. Il s'agit d'une responsabilité collective... que de plus en plus de communautés assument fièrement.

Le travail effectué sur les petits patrimoines du Kamouraska impressionne: on a répertorié les éléments d'intérêt de la région, créé un programme d'aide pour encourager les propriétaires à les restaurer et élaboré un circuit de mise en valeur. Plus récemment, des inventaires du patrimoine bâti agricole ont aussi été réalisés sur la Côte-de-Beaupré, dans la MRC de Coaticook et dans Charlevoix. Plusieurs initiatives ont également vu le jour pour restaurer et mettre en valeur des croix de chemin.

Autant d'actions qui confirment que les « petits » patrimoines peuvent soulever de grandes passions!



Josiane Ouellet

Photo: Guillaume D. Cyr



UNE GRANGE QUI CHANGE TOUT



Photo: Caroline Mercier

Des découvertes survenues lors de fouilles archéologiques réalisées en 2014 sur le site des maisons Bélanger à Montmagny remettent en question certaines idées reçues concernant un des modèles d'établissement agricole implantés dans la vallée du Saint-Laurent à l'époque du Régime français: la maison-bloc. Tout ça à

couche d'incendie contenant une grande densité de céréales (blé pour les humains; orge et avoine pour les animaux) et de fourrage (vesce jargeau) carbonisés. Or, s'il est vrai que les céréales étaient parfois entreposées dans le grenier de la maison, le foin destiné à nourrir le bétail, lui, était uniquement entreposé dans la grange ou le hangar.

Tout cela a amené l'archéologue Caroline Mercier à poser l'hypothèse selon laquelle cette partie du bâtiment aurait en fait été une grange ou une grange-étable. Il s'agirait donc d'une maison-bloc (dépendances intégrées ou juxtaposées au logis) plutôt que d'une maison-cour (dépendances disposées autour d'une cour ouverte ou fermée). Le hic, c'est qu'on ne construisait supposément plus ce type de demeure au XVIII^e siècle. Sans compter qu'il était habituellement réservé aux paysans les moins bien nantis, alors que les Bélanger faisaient partie de deux importantes familles de seigneurs et profitaient d'une aisance matérielle digne de la bourgeoisie rurale.

cause du positionnement d'une grange (ou d'une grange-étable)! Selon l'aveu et dénombrement de 1732 de la seigneurie de la Rivière-du-Sud, deux maisons, une grange et une étable s'élevaient sur le terrain de Pierre Bélanger. Des fouilles réalisées en 2013 ont permis de mettre au jour les vestiges d'un grand bâtiment composé de deux corps de logis, mais n'ont révélé aucune trace de dépendances aux alentours...

Puis, les fouilles de 2014 ont mené à la découverte de deux fondations en pierre formant une division est-ouest là où on pensait trouver un foyer dans le second logis. Dans la partie sud, le sol d'occupation en terre battue très compact contenait des artefacts et écofacts extrêmement fragmentés, comme s'ils avaient été constamment piétinés ou soumis à un mouvement répétitif. Enfin, dans la partie nord, les recherches ont permis de dégager une

De nouvelles fouilles réalisées cet été ont permis de dégager les fondations d'une autre division intérieure, qui séparait la partie nord de la dépendance en deux. Il pourrait s'agir de l'emplacement de deux carrés d'entreposage, soit l'équivalent du fenil et de la tasserie, alors que selon les indices récoltés en 2014, la partie sud semble correspondre à une batterie ou aire de battage (l'endroit où on traitait les récoltes de céréales) et il se pourrait que des animaux de ferme y aient séjourné durant la saison froide. Il reste à analyser les prélèvements de sédiments pour confirmer que cette partie du bâtiment servait à entreposer les récoltes de céréales et de fourrage pour le bétail. Autant dire que l'hypothèse tend à se confirmer... tout en donnant à réfléchir!

Nouveau FESTIVAL

Le premier festival Vivre le patrimoine!, organisé par un groupe d'étudiants en patrimoine de l'Université de Montréal, s'est déroulé du 21 au 23 août. Plus de 70 étudiants, professionnels de différentes disciplines et amis du patrimoine ont participé à la soirée d'ouverture, qui visait à tisser des liens entre les intervenants du milieu. À cette occasion, deux jeunes professionnels ont fait partager leur expérience et l'artiste Jonathan Himsworth a entamé une fresque sur laquelle il a travaillé toute la fin de semaine. Des conférences, visites guidées et ateliers ont ensuite ponctué l'évènement. Les participants ont aussi exprimé par la photographie, le dessin ou l'écriture leur vision de trois lieux; leurs œuvres ont été présentées lors de l'activité de clôture. La Fonderie Darling, le square Viger, les pierres des bâtiments de la rue Sherbrooke, le Centre d'art de Montréal et Griffintown ont entre autres été à

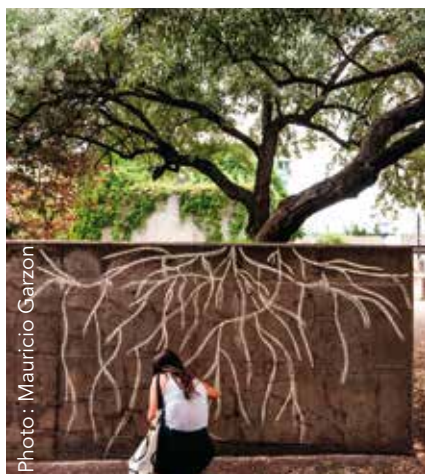


Photo: Mauricio Garzon

l'honneur au cours de ces trois journées fertiles en échanges. En est notamment ressortie l'importance d'intégrer les promoteurs à la discussion sur le patrimoine et de leur montrer la plus-value que peuvent apporter des édifices historiques à leurs projets.

Tour de FORCE

À Cacouna, Désiré Pelletier a recréé sur son terrain les maisons de son village et certaines dépendances. Patrimoine en petit ou petits patrimoines? Peu importe, ces constructions détaillées méritent le détour.



Photo: Lydie Colaye

HOMMAGE aux petits patrimoines

La patine, les couleurs, l'ornementation, les matériaux et les volumes des petits patrimoines de l'île d'Orléans tiennent sous leur charme Paule Laperrière, artiste multidisciplinaire de Saint-Jean. Depuis plusieurs années, elle photographie et documente les bâtiments secondaires de l'île pour leur consacrer une exposition qui révélera leur richesse et l'importance de les sauvegarder. « L'exposition vise à mettre en valeur les belles petites dépendances de l'île, à revaloriser les traces que le temps a laissées sur elles, à apprécier les restaurations soignées, à aimer celles qui sont laissées à l'abandon, mais qui témoignent d'un vécu touchant, à souligner la beauté de ce patrimoine bâti », indique l'artiste. On y trouvera une quinzaine de photographies de dépendances à l'architecture et aux matériaux variés, accompagnées de fiches descriptives (nom des propriétaires, adresse, vocation d'origine). « Je précise aussi si le bâtiment existe toujours. Car depuis quatre ans, quelques-uns ont été démolis, et comme je les surveille, je sais exactement à quel moment, et pour certains, j'ai une anecdote », poursuit-elle. L'exposition comprendra également une dizaine de répliques sculptées à l'échelle, composées des mêmes matériaux que les dépendances modèles, ainsi qu'une projection de photos de 85 bâtiments parmi la centaine répertoriée. À surveiller en juin 2016 à la Maison de nos aïeux.



Photo : Paule Laperrière

La fin d'un CHAPITRE

Depuis près de 15 ans, Sophie Marcotte assure la révision de *Continuité*. Le magazine lui doit son style convivial et dynamique, sa clarté et sa concision. Son regard acéré a su détecter plus de coquilles, de fautes de syntaxe et d'imprécisions qu'on ne peut l'imaginer, tandis que sa grande culture l'a amenée à soulever les bonnes questions. Elle a même assumé la direction du magazine pendant quelques années. C'était un véritable plaisir de travailler avec elle, non seulement pour sa compétence et son efficacité, mais aussi pour ses qualités humaines. C'est donc à regret que nous lui disons au revoir. Merci beaucoup, Sophie, pour toutes ces années de dur labeur, et la meilleure des chances dans tes nouveaux projets!

VESTIGES d'avenir à Châteauguay

S.P.Y. Histo, société de recherches historiques et patrimoniales, nous apprenait récemment que la Ville de Châteauguay planche sur un intéressant projet récréotouristique pour le parc Joseph-Laberge. Sa particularité? Il intègre les ruines de la maison ancestrale Blaise-Marchand à un nouveau jardin-terrace. Située sur le boulevard Salaberry Nord, au bord de la rivière Châteauguay, cette demeure a été construite en 1830-1831 par Guillaume Laberge dit Kété. Acquis par la Ville en 1988, puis laissé à l'abandon, l'édifice s'est dégradé et a été la proie des vandales. Certaines parties de murs se sont effondrées, mais la structure résiste encore. Reste à espérer que le projet ira de l'avant et que ces vestiges seront effectivement mis en valeur.

Chronique d'une DÉMOLITION annoncée

L'église Notre-Dame-de-Fatima à Jonquière devrait être démolie d'ici un an pour faire place à 40 unités résidentielles du projet immobilier des Charmilles. Depuis plus de 50 ans, l'imposante église au volume conique et immaculé a incarné l'innovation architecturale du renouveau liturgique particulière à sa région. Conçue en 1962-1963 par les architectes Léonce Desgagné et Paul-Marie Côté, l'église est reconnue depuis longtemps pour son importance historique, l'innovation technique et formelle de son architecture et la qualité de ses vitraux conçus par Jean-Guy Barbeau. Après lui avoir décerné le statut de site du patrimoine en 2006, le conseil municipal de Saguenay s'est prononcé le 15 mars dernier pour l'abrogation de ce statut. Ce geste appelle la vigilance des organisations en patrimoine pour les 18 autres sites de la ville qui ont bénéficié de cette reconnaissance. Fermée au public depuis 2004, l'église est aujourd'hui abandonnée, dégradée et son environnement immédiat a été dénaturé. La mobilisation d'experts, de citoyens et de politiciens, ainsi que la visibilité médiatique dont cette histoire a bénéficié à l'échelle de la province n'auront pas suffi à sauver cet édifice emblématique de la disparition. Pour lire un article de Marie-Dina Salvione sur l'histoire et l'architecture de cette église, rendez-vous au magazinecontinuite.com.

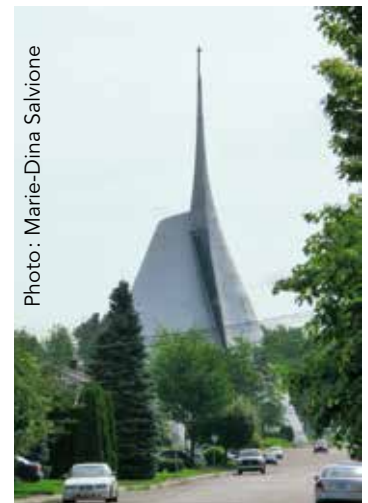


Photo : Marie-Dina Salvione

EXPOSITIONS

VOYAGE dans le temps



Jusqu'au 4 décembre, le Musée Marguerite-Bourgeoys propose l'exposition *À leurs risques et périls. Voyager sur le continent autrefois*. Le visiteur plonge dans la vie des explorateurs, des missionnaires et des voyageurs de traite qui sillonnaient l'Amérique du Nord du XVI^e au XIX^e siècle. Des objets phares et des témoignages d'époque le guident dans cette épopée remplie de rencontres, de découvertes et de dangers. Situé dans l'ancienne chapelle de Montréal, le Musée possède une crypte de pierre du XVIII^e siècle et une tour offrant une vue spectaculaire sur le Vieux-Montréal et le centre-ville. Ouvert en 1998, son site archéologique témoigne de 2400 ans d'histoire.

Info: 514 282-8670, poste 223 ou marguerite-bourgeoys.com

Porte-bébé

Source: MMB, coll. Musée des maîtres et artisans du Québec

Grand JOUEUR de l'architecture moderne



Pavillon du Québec

Source: Archives nationales du Canada

Du 29 octobre au 13 décembre, le Centre de design de l'UQAM présente *PGL et l'architecture du Québec moderne 1958-1974*, une exposition qui se penche sur l'œuvre de l'agence d'architecture Papineau Gérin-Lajoie LeBlanc. Née à l'époque de la Révolution tranquille, cette firme a introduit la notion de conception collective au Québec. On lui doit entre autres la station de métro Peel, le pavillon Thérèse-Casgrain de l'Université de Montréal et quatre pavillons d'Expo 67, dont celui du Québec. Elle a aussi été maître d'œuvre de l'aéroport de Mirabel. L'expo s'attarde particulièrement au parcours du concepteur principal de l'agence, Louis-Joseph Papineau. Elle sera accompagnée de la publication d'un petit guide d'architecture conçu par Marie-Ève Lamarre et illustrant les projets réalisés par PGL dans la région de Montréal entre 1958 et 1974. Info: 514 987-3395 ou centrededesign.com

De la VISITE rare

Le Château Dufresne accueille jusqu'au 24 avril une exposition exceptionnelle, réunissant 500 objets et documents pour la plupart inédits de la collection Bothuri-Bédard: *L'envol et la chute d'un aigle impérial, Napoléon Bonaparte*. Parmi les peintures, pièces d'argenterie, porcelaines, sculptures, documents et lettres (des collections des impératrices Joséphine et Marie-Louise notamment), certains objets se démarquent. Par exemple, une robe ayant appartenu à Marie-Antoinette (vous n'en trouverez pas ailleurs), trois jetons de la reine (il n'y en a qu'un autre à Versailles) et le tableau original en couleurs *Le massacre des Mamelouks* d'Alexandre Bida (présenté pour la première fois au public). Soulignant le bicentenaire de la seconde abdication de Napoléon 1^{er}, l'expo couvre la fin de l'Ancien Régime jusqu'à l'ascension et à la chute de l'empereur. Elle met à l'honneur les arts de la table, à l'époque où la gastronomie française prenait son envol.

Info: 514 259-9201 ou dufresne-nincheri.ca

HONNEURS

Les CHAMPIONS du patrimoine

Les 53 lauréats de la sixième édition des Prix du patrimoine des régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches ont été honorés lors d'un événement qui s'est déroulé le 13 juin aux Éboulements, dans Charlevoix. Cette reconnaissance vise à souligner des réalisations exceptionnelles dans le domaine de la conservation et de la préservation, de l'interprétation et de la diffusion ainsi que chez les porteurs de tradition. Cette année, un

nouveau Prix des élus est venu couronner les efforts de Michel Cliche, maire de Saint-Joseph-de-Beauce, et de Jean Fortin, maire de Baie-Saint-Paul. Jean-Pierre Chénard, président de la Table de patrimoine-histoire du Conseil de la culture, a aussi annoncé la remise d'un nouveau prix Paysage lors de la prochaine cérémonie, qui aura lieu à Lévis en 2017.

Info: prixdupatrimoine.com

AGENDA

Colloque sur la CRÉATION

Le colloque annuel de la Fondation Villes et villages d'art et de patrimoine aura lieu du 5 au 7 octobre dans la MRC de Rivière-du-Loup. Sur le thème « Espace d'évolution, d'innovation et de création », il propose des conférences sur le paysage avec Gérald Domon de l'Université de Montréal et sur la cocréation et l'approche *living lab* avec David Guimont du Cégep de Rivière-du-Loup, un atelier sur le codéveloppement professionnel, un spectacle de contes et une visite du Manoir seigneurial Fraser. Pendant un circuit en autobus allant de Rivière-du-Loup à L'Isle-Verte, en passant par Cacouna, il sera notamment question du projet des Randonnées du passé à Cacouna, de la Bibliothèque Émile-Nelligan, de la politique culturelle de la première nation malécite et de la Maison Louis-Bertrand. Info : 819 212-4277 ou artetpatrimoine.org

Club MUSICAL

En 2016, le Club musical de Québec, la première société de concert au Canada, fêtera son 125^e anniversaire. Pour marquer l'événement, l'organisme propose une série de trois concerts historiques dans des lieux patrimoniaux où il a tenu des spectacles au cours de son histoire. Le premier, qui aura lieu le 21 novembre à 15 h au Collège Hall du Morrin Centre, reconstituera un récital présenté dans cette salle le 16 mars 1910. Le second aura lieu à la Maison de la littérature (18 janvier à 20 h) et le troisième à la salle de bal du Château Frontenac (24 mars à 20 h). Ce dernier concert sera précédé d'une conférence de David Mendel sur le célèbre hôtel et la présence du Club dans sa salle de bal pendant près de 50 ans. Info : 418 643-8131 ou clubmusicaldequebec.com

SUR LE WEB

La COLLECTION Harbinson à l'écran

Le Musée canadien de l'histoire a mis en ligne une exposition qui intéressera les passionnés de culture matérielle : *La collection Harbinson. Une passion pour les meubles et les arts décoratifs canadiens*. On y présente 150 des 350 objets de cette collection de meubles et d'objets d'arts décoratifs comptant parmi les plus prestigieuses du genre au Canada. Les photos et les descriptions révèlent des détails habituellement dissimulés, comme les étiquettes et les traces des procédés de fabrication. Au fil des meubles, textiles, pièces en terre cuite, tableaux et sculptures de l'Ontario, des Maritimes et du Québec, on découvre l'histoire des premiers colons venus d'Europe et l'évolution des préférences locales, des matériaux, des procédés et des styles privilégiés. À visiter à museedelhistoire.ca/harbinson.

Saisir les BERGES

Le Centre d'histoire de Montréal a lancé la 37^e édition du concours Montréal à l'œil, sur le thème « Montréal les berges ». Les photographes professionnels et amateurs intéressés à y participer ont jusqu'au 15 février pour le faire. Info : ville.montreal.qc.ca/chm/photo



Photo : Denis Tremblay

Se souvenir d'un RÉGIMENT

L'arrivée du régiment de Carignan-Salières est maintenant reconnue comme événement historique en vertu de la Loi sur le patrimoine du Québec. Dans la foulée des nombreuses activités qui ont souligné son 350^e anniversaire tout au long de l'année (notamment l'exposition *Mission : bâtir pays*, qui se poursuit jusqu'au 20 novembre au Château Ramezay), la Fédération Histoire Québec a décidé de consacrer son colloque automnal à ce régiment et à son apport à la société québécoise. On y abordera le sujet sous l'angle généalogique, en plus d'y traiter de la Nouvelle-France de l'époque, des Amérindiens et du traité de paix de 1666, des forts du régiment, des humeurs du marquis de Salières, des seigneuries concédées aux officiers, de la traversée des soldats, des certificats remis à leurs descendants ainsi que des filles du Roy. Le 7 novembre à l'auditorium de la Grande Bibliothèque, à Montréal. Info : 1 877 691-7202 ou histoirequebec.qc.ca

Circuits et mausolée VIRTUELS

La Compagnie du cimetière Saint-Charles, à Québec, s'est mise à l'heure du XXI^e siècle en lançant une application mobile qui comprend un historique du cimetière, des actualités patrimoniales, une carte interactive contenant trois circuits éducatifs ainsi qu'un mausolée interactif alimenté par les familles des défunts. Celles-ci peuvent garder privés ou rendre publics les photos, vidéos, hommages et enregistrements sonores qu'elles y déposent. Une nouvelle façon de se souvenir de nos disparus... et de mettre en valeur notre patrimoine funéraire.





SITE HISTORIQUE DE LA GRAVE L'ÉVOLUTION CONTINUE



Photo : Jean-Claude Gauthier

Déjà plus de 20 ans que le secteur patrimonial de La Grave, aux Îles-de-la-Madeleine, a adopté le plan qui guide son développement.

L'heure du bilan et du renouvellement a sonné.

par Jean-Claude Gauthier

Situé à l'extrémité sud de l'île du Havre-Aubert, aux Îles-de-la-Madeleine, le secteur de La Grave est le plus ancien site de pêche de l'archipel. Lieu de navigation, de cabotage, de petite pêche, de commerce et de transformation du poisson jusqu'en 1965, La Grave est aujourd'hui un attrait récréotouristique achalandé. Résidences, auberges, restaurants,

galeries d'art, ateliers d'artiste, boutiques et bars voisinent avec l'Aquarium des Îles et le Musée de la mer.

La vocation actuelle n'a pourtant rien sacrifié des éléments caractéristiques de l'ensemble de bâtiments que le ministère des Affaires culturelles a classé site patrimonial en septembre 1983. Ce qui n'est pas étranger à une planification et un suivi rigoureux. Avant la fusion municipale, la Municipa-

lité de L'Île-du-Havre-Aubert avait en effet adopté, en 1994, un premier plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour guider la reconstruction de ce territoire d'intérêt, ciblé par le schéma de développement et d'aménagement de l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine. C'est à partir du plan d'assurance de l'Underwriter's Survey Bureau de 1950, d'une photographie aérienne de 1963, de la carte urbaine de 1988 et d'un plan de levée du ministère des Transports de 1991 que le PIIA a été élaboré.

Tout en longueur (575 mètres), le site de La Grave compte 83 lots, parfois très étroits (7,6 mètres) ou entassés les uns devant les autres. Le site a longtemps été une escale pour

les navigateurs et a constitué le point d'arrivée de la plupart des familles acadiennes après la déportation de 1755. Durant les années d'effervescence, entre 1865 et 1965, à l'époque où Havre-Aubert était le chef-lieu des Îles-de-la-Madeleine, on y trouvait commerces, entrepôts, usines de transformation, magasins, restaurants, résidences, hangars, salines, latrines ainsi qu'une coopérative de pêcheurs, une boucanerie, une banque, une forge, une auberge, un hôtel abritant le bureau des douanes, le bureau de poste et la centrale téléphonique. Le site comptait également plusieurs petits quais appartenant aux marchands de poisson, le quai de la Coopérative de pêcheurs (aujourd'hui utilisé par la marina Les Plaisanciers du Havre), ainsi qu'un quai en eau profonde qui assurait le lien des Îles avec les provinces maritimes.

Parmi ces bâtiments, le PIIA en désigne 14, dits d'origine ou témoins, qui permettent de retracer et de raconter *in situ* l'histoire de l'endroit. Trois d'entre eux datent de la fin du XIX^e siècle. Les 11 autres ont été construits avant 1950. Ensemble, ils assurent la valeur patrimoniale du site, tant par leur aspect que par leur histoire.

DENSIFIER DANS LE RESPECT

L'un des objectifs du PIIA est la conservation et la remise en l'état de ces bâtiments, conformément à la période historique dont ils témoignent. Le PIIA vise également à préserver le cadre architectural emblématique que constituent la trame urbaine et les éléments caractéristiques du site. De première importance, ceux-ci ont duré assez longtemps pour



Photo: Jean-Claude Gauthier

marquer le paysage madelinot et susciter un fort sentiment d'appartenance chez les insulaires.

Pour atteindre ces objectifs, le PIIA définit des critères. Des critères d'implantation d'abord, qui portent sur le nombre de bâtiments par lot, la superficie maximale construite sur un même lot, l'implantation d'un bâtiment disparu par rapport au niveau de la marée haute et la modification des implantations. Un bâtiment nouveau peut s'implanter sur un emplacement vacant occupé autrefois, mais un lot n'ayant jamais comporté de bâtiment doit demeurer inoccupé. Ainsi, certains

lots ne peuvent recevoir aucune construction, alors que d'autres peuvent en accueillir plusieurs. Les critères d'architecture et d'apparence des nouveaux bâtiments touchent la volumétrie, la forme des toits, l'assise au sol, les structures secondaires et amovibles, les ouvertures ainsi que les matériaux et les couleurs de revêtement. Le PIIA couvre aussi l'aména-



Source: Musée de la mer

gement extérieur (affichage, éclairage, mobilier, plantations et traitement du sol, travaux de protection contre l'érosion ou la submersion, clôtures) et les vestiges archéologiques.

Après 20 ans de ce développement planifié – et grâce au dynamisme des intervenants et à leur respect du milieu –, toutes les constructions existantes ont été restaurées ou habilement

En 1975, il restait quelques bâtiments sur La Grave. Le site s'est beaucoup densifié depuis, comme en témoigne la photo du haut.



Autre point de vue sur le site en 1976 et aujourd'hui

Source : Jean-Claude Gauthier



Photo : Jean-Claude Gauthier

modifiées. Les changements se limitaient parfois à l'affichage ou aux matériaux de revêtement extérieur, mais certaines constructions ont été carrément déplacées afin de respecter l'implantation historique. Celles dont l'architecture ne cadrerait pas avec le caractère du site ont été démolies, alors que d'autres ont fait l'objet d'une reconstitution basée sur des documents d'époque.

Un bilan pas banal dans un contexte où les terrains et les bâtiments appartiennent à des propriétaires privés ou à des organismes à but non lucratif ! La clé ? Le soutien accordé.

Pour assurer une certaine homogénéité et une qualité patrimoniale des interventions et mieux contrôler l'ensemble du site, la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine offre les conseils techniques d'un professionnel aux propriétaires désireux de construire ou de rénover. Pour les travaux de restauration, les propriétaires profitent d'une aide financière du ministère de la Culture et des Communications, gérée par la Municipalité. La Municipalité a également exécuté plusieurs travaux d'aménagement et installé des panneaux d'interprétation des bâtiments et lieux les plus représentatifs, comme la maison Savage, la Coopérative des pêcheurs de Havre-Aubert, une saline, les fumoirs à hareng, l' Aquarium des Îles, les principaux quais, ainsi que des principales activités liées à la pêche. De même, des travaux importants – réfection du réseau d'aqueduc et d'égout, remplacement des appareils d'éclairage de rue et construction d'une promenade piétonnière, entre autres – ont amélioré les infrastructures. Finalement, le printemps dernier, on a enfoui le réseau d'électricité et installé de nouveaux appareils d'éclairage général sur le site historique classé. Résultat : La Grave a retrouvé son caractère antérieur à la venue de l'électricité en 1954.

Le PIIA est donc une réussite. Certes, des constructions récentes plus colorées et l'ajout d'éléments contemporains auraient permis au visiteur de mieux distinguer les bâtiments témoins des constructions neuves. Mais force est de reconnaître que le site correspond à la vision de ses propriétaires et occupants.

À L'HORIZON

Le développement de La Grave est loin d'être terminé. À l'adoption du PIIA en 1994, le site historique comprenait 35 bâtiments. Aujourd'hui, il en comporte 52, sur une possibilité de 83. La densité d'occupation peut donc être encore augmentée de 60%. Construire 31 nouveaux bâtiments reconstituera la densité architecturale d'autrefois. Le caractère unique et la signature particulière du paysage maritime de La Grave pourront ainsi pleinement renaître.

Or, certains défis à relever dans les prochaines années se rattachent directement à cet objectif principal du PIIA de retrouver la très haute densité d'occupation caractéristique de la période de référence historique. Des bâtiments aussi rapprochés les uns des autres occasionnent des difficultés. Aucun espace de stationnement n'étant aménagé, il est permis de se garer en bordure de la route, dans les espaces vacants, devant les bâtiments et sur les terrains vides. En conséquence, piétons et automobiles occupent la totalité du site historique, avec tous les risques d'encombrement, d'endommagement et surtout d'accidents que cela comporte. De plus, ces bâtiments entièrement construits en bois, dont les marges de recul sont inférieures aux marges minimales réglementaires, posent des problèmes de sécurité incendie. En 2013, le PIIA a connu une première révision. Le comité du site historique, les occupants des lieux et le ministère responsable y ont apporté quelques modifications pour tenir compte des particularités de chacun des lots et bâtiments et de nouvelles réalités, comme

la menace accrue d'érosion du sol, le site étant pratiquement au niveau de la mer. Désormais, il est possible de modifier légèrement une superficie d'implantation, et il faut ériger les nouveaux bâtiments sur pilotis. La gamme des couleurs permises a aussi été élargie. La preuve qu'un tel outil possède assez de souplesse pour être perfectionné avec l'usage.

Jean-Claude Gauthier est architecte. Il a élaboré le PIIA de La Grave et a participé à la majorité des interventions sur le site historique.



Au printemps dernier, on a enfoui le réseau électrique de La Grave.
Photo : Jean-Claude Gauthier

350
CARIGNAN-SALIERES

MISSION : BÂTIR PAYS
JUSQU'EN NOVEMBRE 2015

CHÂTEAU RAMEZAY
PARC ET SITE HISTORIQUE DE MONTRÉAL
MUSEUM 1600-1608 MUSEUM OF MONTRÉAL

chateauramezay.qc.ca

Logos for various organizations including the City of Montreal, the Province of Quebec, and the Montreal Museum of History.

© Francis Back

OCULUS
RÉVISION

Révision linguistique
Rédaction
Correction d'épreuves

Conjuguer patrimoine et français

www.oculusrevision.com • T 418 999-2404

Michel Gilbert
Ébéniste-restaureur
Mobilier et objets d'art anciens

Armoire en pin fin XVIII^e d'esprit Louis XIII
Multiples panneaux soulevés, pentures à gonds,
Piètement «bracket foot» d'inspiration anglaise
Restauration de la finition à partir des traces de la couleur d'origine
Vieillessement et patine pour compléter la lecture historique de l'armoire
Collection privée, Québec

1 888 515-5128 • doucine@globetrotter.net
www.michelgilbertebeniste.com



LA GOUTTIÈRE PLAN D'ÉVACUATION



Photo: Josiane Ouellet

Une gouttière bouchée ou mal installée peut être plus nuisible que bénéfique. Petit guide pour savoir comment la choisir, la poser et l'entretenir.



S'agrippant solidement au rebord extérieur de la gouttière et au débord de la toiture, les supports d'acier galvanisé préviennent les risques d'affaissement.

Photo: François Varin

par François Varin

Fixée au débord des toits, la gouttière sert à canaliser les eaux de pluie pour éviter qu'elles se déchargent en rideau sur ce qui se trouve dessous: boîtes à fleurs, platebandes... ou passants. Comme elle concentre beaucoup d'eau en un seul point ou sur un même alignement, la moindre déficience ou congestion la fait déborder et

peut causer des désordres structuraux au bâtiment ainsi que des infiltrations. Il y a longtemps que les bâtisseurs cherchent à contrôler l'eau de pluie. Au XIX^e siècle, l'architecte Viollet-le-Duc mentionnait dans son dictionnaire l'existence de tuiles formant gouttière dès le XII^e siècle. Au Québec, les plus anciennes photographies,

notamment celles de William Notman, illustrent les gouttières et leurs descentes de plomb ou de cuivre. Mais jusqu'à ce que l'urbanisme naissant du XIX^e siècle favorise l'usage répandu des gouttières ainsi que la construction de trottoirs et d'égouts publics, c'était toute une aventure de sortir en ville lors de fortes pluies. Non seulement les toits douchaient les passants, mais en plus, l'eau engorgeait les rues aménagées de manière concave pour canaliser les précipitations. L'expression «tenir le haut du pavé» fait d'ailleurs référence au fait que les gens de plus haut rang se tenaient sur les côtés surélevés pour éviter d'être mouillés et éclaboussés.

D'HIER À AUJOURD'HUI

Les premiers chéneaux (gouttières), aux XVII^e et XVIII^e siècles, étaient faits de bois ou creusés à même des troncs d'arbres dont l'intérieur était parfois recouvert de zinc ou de cuivre, ou encore taillés à même des pierres, selon la nature de l'architecture. On donnait toujours une faible pente à la gouttière en direction de la descente, pour y entraîner l'eau. Deux systèmes de construction de gouttières aménagées à même les corniches se sont développés: la corniche fermée (ou *box corniche*) était une corniche de bois ou de pierre à la projection marquée et profilée de manière à intégrer une gouttière; la corniche ouverte, elle, exposait les éléments de charpente pour qu'on puisse y accrocher la gouttière. Dans le premier cas, la gouttière n'était pas apparente; on voyait seulement la descente le long du mur. On peut cependant

imaginer la difficulté d'entretien et les dommages qui pouvaient survenir si la gouttière fuyait et si l'eau s'infiltrait dans l'ouvrage sous-jacent.

La fabrication industrielle de la tôle galvanisée (c'est-à-dire recouverte d'une mince couche de zinc, un procédé breveté dans les années 1840) a entraîné le remplacement généralisé des gouttières de bois, de cuivre et de plomb par des gouttières d'acier galvanisé. Puis, vers 1960, c'est le PVC (ou chlorure de vinyle) qui a pris le relais, fort d'une mise en marché étendue. Si diverses options s'offrent aujourd'hui au consommateur, par exemple l'acier inoxydable ou le cuivre, les gouttières en acier galvanisé, en aluminium et en PVC demeurent les plus économiques et les plus recherchées.

Tout comme les gouttières, leurs supports ont eux aussi évolué. Des solives de bois, encastrées dans la maçonnerie ou installées dans le prolongement des solives principales, supportaient les gouttières faites du même matériau. Parfois, le fer forgé était utilisé. Les édifices de maçonnerie, eux, offraient (et offrent encore) des consoles de pierre taillée de grande qualité. Avec l'usage répandu de la gouttière d'aluminium prépeint ou d'acier galvanisé, le support, simplifié, s'est réduit à un clou de plus de 15 cm gainé de tôle, traversant la gouttière à chaque mètre et se fichant dans le débord du toit. Peu solide, ce type de support provoquait le plus souvent l'affaissement de la gouttière. Aujourd'hui, les supports d'acier galvanisé s'agrippent solidement au rebord extérieur de la gouttière et viennent se fixer dans le ram-

pant du débord de la toiture, contrebalançant le poids de la gouttière chargée d'eau.

LES BONS CHOIX, LES BONS GESTES

En milieu fortement bâti, la gouttière demeure une nécessité. La plupart des bâtiments ne peuvent avoir qu'une gouttière pendante, c'est-à-dire accrochée en porte-à-faux au rebord du toit. Pour éviter que l'ajout de la gouttière se fasse au détriment de l'aspect visuel de l'ensemble, il faudra le plus possible chercher à la marier à la modénature du toit, à son matériau et à sa couleur. Une toiture de tôle à baguettes ou à la canadienne, par exemple, s'agencera bien à une gouttière d'acier galvanisé, en raison de l'harmonie des couleurs. Bien que le PVC soit l'option la plus économique, il demeure le plus difficile à agencer en raison d'un choix de couleurs limité. Il faudra aussi intégrer adéquatement la gouttière à la corniche, et faire en sorte que le tracé des descentes suive un parcours qui se profile à l'architecture des murs et des éléments comme les galeries.

Le bon fonctionnement de la gouttière dépend beaucoup de sa position. D'une part, elle doit présenter une pente légère et continue afin de permettre à l'eau de s'écouler vers la descente. D'autre part, elle doit, en coupe, être fixée de manière à ce que sa partie la plus élevée reste en deçà du prolongement virtuel du plan de la toiture, afin de ne pas faire obstruction à la glace ou à la neige durcie qui glisseraient du toit. Elle doit aussi être suffisamment éloignée du mur pour capter toute l'eau qui coule du toit. En milieu rural, on trouve parfois au pied



La corniche fermée ou box cornice intègre la gouttière à même sa structure... et rend son entretien plus difficile.

Photo: François Varin

de la gouttière une « cuillère », une sorte de pierre ou de dalle creusée qui reçoit l'eau de la descente, la dirige vers un canal à proximité et évite que l'eau n'affouille le sol.

Un entretien vigilant et continu des gouttières s'impose. La règle de base: les nettoyer au printemps et à l'automne pour éviter toute obstruction. Échelle appuyée contre la corniche, on doit ainsi enlever à la main les débris organiques qui bloquent la gouttière près de l'orifice de la descente. On en profite pour s'assurer que le revêtement intérieur de tôle

n'est pas percé et que la gouttière est bien solidaire de la corniche (attaches en bon état, bien fixées). Ces petites précautions permettront d'éviter de grands désagréments.

■
François Varin est architecte.



Des solives de bois ou, comme c'est le cas ici, du fer forgé supportaient les gouttières de bois.

Photo: Josiane Ouellet



HÉRITAGE MONTRÉAL PAYANT, LE BÉNÉVOLAT!



Photos : Héritage Montréal

Sans la contribution de ses nombreux bénévoles, Héritage Montréal ne pourrait s'acquitter de sa mission de sauvegarde du patrimoine de la métropole. L'organisme les traite donc aux petits oignons.

Résultat : la relève répond présent !

par Stéphanie Chaumont

En 2014, Héritage Montréal a bénéficié du soutien de 88 bénévoles actifs, dont la moitié avaient moins de 35 ans. Comment expliquer l'intérêt de ces jeunes pour la protection et la promotion du patrimoine? Les mécanismes que l'organisme a mis en place y sont certainement pour quelque chose.

Il faut dire que le volontariat, les prises de position et l'éducation sont inscrits dans l'ADN d'Héritage Montréal. Ce sont des citoyens mobilisés – et bénévoles – qui ont fondé cet or-

ganisme en 1975, dans la poussière laissée par la destruction de la maison Van Horne.

GUIDES BIEN FORMÉS... ET ÉVALUÉS

Depuis 1988, l'organisme offre des promenades architecturales (aujourd'hui appelées visites guidées ArchitecTours) les samedis et dimanches après-midi en saison estivale, auprès de publics variés. Les guides, tous bénévoles, sont des étudiants et des jeunes professionnels souvent issus des milieux de l'architecture, de l'urbanisme et de l'histoire de l'art.

Informel à ses débuts, en 2000, le volet éducation s'est graduellement structuré pour culminer, en 2011, avec le lancement d'un processus de sélection et d'un programme de formation pour la relève. L'organisme allait jusqu'à faire appel à des professionnels du théâtre pour apprendre aux futurs guides à bien respirer et à communiquer!

Aujourd'hui, la formation met plutôt l'accent, en quatre séances, sur le contenu et la présentation d'une visite architecturale. Héritage Montréal a conçu des outils sur l'histoire et l'architecture de la métropole, les techniques d'animation, des pistes de recherche et les éléments d'une visite modèle.

Après la formation, les participants reçoivent une évaluation qui souligne leurs forces et les points à améliorer. Les guides expérimentés sont pour leur part régulièrement évalués lors de leurs présentations devant public.

L'objectif premier de la formation reste la transmission. Mais certains bénévoles y trouvent une occasion de consolider leurs habiletés en recherche. Pour Philémon Gravel, diplômé à la maîtrise en architecture de l'Université de Montréal (orientation Conservation de l'environnement bâti), devenir bénévole à Héritage Montréal représentait une excellente manière de continuer à faire de la recherche par lui-même ainsi qu'une transition cohérente entre le monde universitaire et la vie professionnelle: « Prendre le temps de communiquer ce qu'on a appris est une excellente façon de se l'approprier! » Chaque

bénévole peut exprimer ses forces et sa créativité. Il peut pousser plus loin ses champs d'intérêt, qu'il soit formé en histoire de l'art, en urbanisme ou en géographie.

LE BÉNÉVOLAT, C'EST SÉRIEUX

Parmi les autres bénévoles de l'organisme, les agents d'accueil et accompagnateurs offrent un soutien logistique lors des activités ou des événements spéciaux. D'autres effectuent des tâches administratives pour l'équipe interne. Chaque année, des photographes, graphistes, archivistes et réviseurs bénévoles unissent également leurs efforts afin de mener à bien des projets significatifs et inspirants, comme des publications.

Le secret du succès est simple, selon Nancy Dunton, membre du conseil d'administration d'Héritage Montréal et présidente du comité Services et activités: «Si on veut que les bénévoles nous prennent au sérieux, on doit nous-mêmes les prendre au sérieux!» L'organisme offre donc beaucoup: de la formation adaptée aux projets, un guide écrit pour les bénévoles, des acti-

vités de réseautage, l'accès à une personne-ressource, de l'accompagnement personnalisé et de nombreuses occasions d'apprentissage et de découverte. Les bénévoles, tous sélectionnés à la suite d'une entrevue de groupe, doivent participer à une séance d'orientation avant de se mettre à la tâche.

Le climat économique a également une incidence sur le recrutement. Dans un contexte où les emplois se font plus rares, l'action bénévole représente pour les nouveaux diplômés une façon d'acquérir des expériences professionnelles. Par exemple, les visites du Silo n° 5 du Vieux-Port de Montréal, organisées de 2010 à 2012 en collaboration avec la Société immobilière du Canada, ont attiré un nombre record de participants, mais aussi de jeunes guides bénévoles. Le côté «tripatif», inusité et interdit de la visite de cet ancien élévateur à grain explique sûrement l'engouement. Plus d'une cinquantaine de guides et accompagnateurs ont pu sensibiliser les visiteurs à la valeur patrimoniale et à l'avenir du silo.



Visite du Silo n° 5 organisée pour les guides bénévoles en 2012

Réceptif à l'engouement de jeunes souhaitant s'impliquer davantage dans le recrutement de leurs pairs, Héritage Montréal a mis sur pied un comité jeunesse cette année, à l'occasion de son 40^e anniversaire. Ses membres collaboreront à l'organisation et à la présentation d'un événement annuel lié aux sites jugés prioritaires par Héritage Montréal. Ils joueront aussi un rôle d'ambassadeurs auprès des jeunes des réseaux universitaire et

professionnel. La nouvelle génération semble d'ailleurs moins excitée à l'idée d'offrir des visites magistrales qu'à celle de rattacher l'événementiel à l'espace construit, rendant ainsi hommage aux lieux à sa façon. La tradition bénévole d'Héritage Montréal continue de s'enrichir!

—
Stéphanie Chaumont est coordinatrice, stratégie médias et projets numériques, à Héritage Montréal.



AFFLECKDELARIVA

Architecture • Restauration et conservation • Design urbain
T. 514.861.0133 • www.affleckdelariva.com



RURALYS

*Un centre d'expertise
et d'animation en
patrimoine*



- Diagnostic, caractérisation, étude d'impact en paysages
- Plan d'aménagement et de mise en valeur
- Étude de potentiel, inventaire et fouille archéologique
- Inventaire, recherche et développement en patrimoine végétal
- Inventaire et caractérisation du patrimoine bâti
- Conception et réalisation d'outils médiatiques
- Recherches en histoire et savoir-faire traditionnels
- Animation et formation

1650, rue de la Ferme,
Sainte-Anne de-la-Pocatière(Qc) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856 6251 / Télécopieur : 418 856 4399

www.ruralys.org
info@ruralys.org

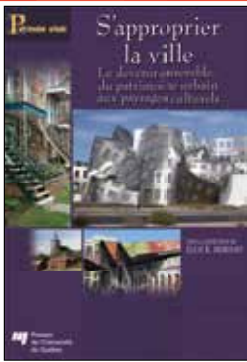
Depuis 20 ans, participe à la conservation du patrimoine.

BOUDREAU FORTIER HUOT

810, Saint-Joseph Est Québec Québec Canada G1K 3C9
t. (418) 694. 6911 f. (418) 694. 0833 bfarchitectes.com



Palais de l'Intendant, Québec (QC)



Tissée de patrimoines et d'identités, la ville est le lieu et le véhicule des projets humains.

S'APPROPRIER LA VILLE

Le devenir-ensemble, du patrimoine urbain aux paysages culturels

Sous la direction de Lucie K. Morisset

2015 42^S PAPIER



Presses de l'Université du Québec

Plus de
1 400 livres
à feuilleter

PUQ.CA

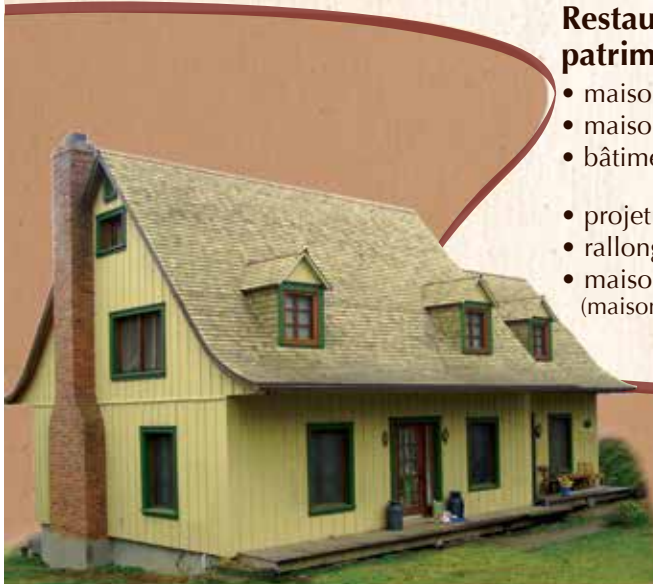


maisons traditionnelles
DES PATRIOTES
entrepreneur général inc.

Authentiques
maisons ancestrales
en inventaire

Restauration, réfection et construction de bâtiments patrimoniaux et ancestraux

- maisons pièces sur pièces
- maisons de pierres
- bâtiments en poutres et poteaux
- toiture bardeaux de cèdre
- finition intérieure et extérieure
- travaux de maçonnerie
- projet clé en main
- rallonge
- maisons hybrides (maison neuve avec intégration de pièces ancestrales)



En collaboration avec André Bolduc

Restaurateur de maisons québécoises,
chroniqueur pour *Passion Maison*
et auteur du livre *L'art de restaurer
une maison ancienne*



514-464-1444

www.maisonsdespatriotes.com



DOSSIER

LA GRANDEUR DES PETITS PATRIMOINES



« Qu'est-ce qu'un paysage ?
C'est l'âge du pays quand nous y sommes. »

La main cachée, Jean Royer (1992)

Rang Saint-François à Baie-Saint-Paul
Photo: François Rivard

Petits patrimoines, grand



On les qualifie de « petits ». Pas tellement en raison de leur taille, mais plutôt en comparaison avec le « grand » patrimoine bâti, comme les propriétés auxquelles ils sont généralement annexés. Souvent relégués dans l'ombre, les dépenses agricoles, laiteries, hangars, caveaux à légumes ou croix de chemin sont pourtant autant de signes distinctifs de nos paysages, de témoins de notre histoire et du savoir-faire des générations passées.

ds témoins



Photo: Perry Mastrovito

par Valérie Gaudreau



Le petit, c'est l'ordinaire, ce sur quoi on ne s'est pas attardé», lance d'entrée de jeu Dominique Lalande, directrice générale de Ruralys, un centre d'expertise et d'animation en patrimoine rural. «Souvent, on ne voit plus les bâtiments secondaires dans le paysage. On les abandonne, et on met plutôt l'accent sur nos maisons, qu'on restaure.» Mais le vent tourne. Du moins, un peu, à l'heure où le temps presse pour sauvegarder les petits patrimoines du Québec, menacés de disparition après avoir perdu leur utilité quotidienne dans le sillage de la mo-

dernisation de l'agriculture. D'où une préoccupation croissante à leur égard qui s'observe depuis une quinzaine d'années, poursuit M^{me} Lalande, dont l'organisme a recensé une trentaine de petits patrimoines du Kamouraska, mis en valeur le long d'un circuit touristique (voir « Les fiertés répertoriées du Kamouraska », p. 28). Poulailers, ouvrages en forge, remises et autres bâtiments secondaires ou ornementaux de 1850 à 1950 sont identifiés par un coq, de La Pocatière à Saint-André de Kamouraska. Toutes les régions n'ont pas la chance de bénéficier d'une telle réalisation, mais de plus en plus, les MRC et municipalités semblent enclines à prendre la mesure de leurs petits patrimoines.



Ruralys effectue des recherches sur la glacière datant de la fin du XIX^e siècle qui se trouve sur le site du domaine seigneurial Fraser. Un panneau d'interprétation devrait y être installé l'an prochain.

Source : Ville de Rivière-du-Loup

SENSIBILISER ET AGIR

Conseiller en architecture et en patrimoine chez Patri-Arch, Martin Dubois a notamment travaillé à des inventaires de patrimoine bâti agricole sur la Côte-de-Beaupré, dans Charlevoix et dans la MRC de Coaticook. Bien qu'il note une sensibilité croissante, il estime qu'on va « continuer à perdre » des bâtiments secondaires qui au-

raient mérité d'être conservés. Mais des initiatives existent et on doit miser en premier lieu sur la sensibilisation des propriétaires.

Car voilà : les petits patrimoines appartiennent à des propriétaires privés. Ne sachant plus trop quoi faire d'une grange ou d'un hangar, ils décideront souvent de s'en départir. « Il faut leur montrer que leur bâtiment a un intérêt patrimonial et leur donner des outils pour l'entretenir », poursuit M. Dubois. À ce titre, il a rédigé le *Guide des bonnes pratiques pour la conservation et la mise en valeur des bâtiments agricoles de Charlevoix*, publié en mars. « On donne des trucs pour l'entretien, on propose de trouver de nouveaux usages aux constructions. Souvent, les gens sont très démunis en la matière », dit-il.

De petits gestes peuvent en effet faire la différence, croit Dominique Lalonde. Et un peu de sous peuvent aider, reconnaît-elle. « Pour notre programme, ce n'étaient pas de gros montants, parfois 1000 ou 2000\$ versés à un propriétaire pour qu'il achète de la peinture », illustre-t-elle. Et



**MAISONS
DISTINCTIVES
SUR MESURE**

MARYSE LEDUC ARCHITECTURE
ET DES ESPACES

maryseleduc.com
514 287-1214

Atelier
L'ÉTABLI
Ébénisterie

L'ÉBÉNISTERIE AU SERVICE DU PATRIMOINE

Nous possédons les outils, le savoir-faire, le professionnalisme et ce qu'il faut de passion pour créer ou reproduire toutes vos boiseries ornementales, intérieures ou extérieures.

Prix de l'artisan Opération patrimoine architectural de Montréal 2006

T.514.270.0115 | 2050, rue Dandurand, local 409
Montréal (QC) H2G 1Y9

www.atelier-letabli.ca

elle assure que le résultat se fait sentir. «Ça crée beaucoup de fierté. Les gens étaient contents de rénover, et on leur donnait un beau coq en cuivre. Ils voient bien que c'est un plus.»

Mais une poignée de dollars et de la bonne volonté ne suffisent pas toujours. Outre quelques initiatives locales, des guides et des programmes comme celui de Ruralys, tous s'accordent pour dire qu'il faut davantage d'aide. Des programmes gouvernementaux pour inciter les municipalités à faire inventorier et à mettre en valeur leurs petits patrimoines, par exemple.

Selon Gérard Domon, professeur à la Chaire en paysage et environnement de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, les décideurs doivent poser des gestes concrets pour valoriser ces petits patrimoines et leur apport aux paysages, qui concernent toute la collectivité. «À un moment donné, il va falloir dépasser la sensibilisation», tranche-t-il. Le défi en paysage, en patrimoine est «la juste redistribution des coûts et des bénéfices», croit le professeur. «On ne peut pas demander à une seule personne de payer pour l'entretien d'un bien alors que toute la collectivité en bénéficie», dit-il. En somme, l'éternelle question est: comment dédommager ou rétribuer les propriétaires de petits (et grands) patrimoines?

M. Domon donne l'exemple du Royaume-Uni, où beaucoup d'études ont été menées sur la valeur économique du paysage. «Là-bas, on travaille beaucoup sur la fierté de la collectivité pour ses paysages et son patrimoine. Mais il faut en avoir les moyens. Autrement, on va se retrouver, et ça se confirme dans certains cas, avec un clivage: seuls les gens fortunés seront capables de protéger [leurs bâtiments et leurs terres]. Et le reste va s'écrouler.»

UN FREIN AUX CONVERSIONS

L'État pourrait également jouer un rôle considérable en assouplissant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, note Martin Dubois. Si cette loi a beaucoup de qualités, il observe un certain «effet pervers» dans le fait qu'elle interdit souvent de donner à un bâtiment une vocation autre qu'agricole (voir «Le frein de la loi» p. 25). «Ça va un peu à l'encontre de ce qu'on voudrait faire. La loi est là pour protéger, mais elle a un côté contraignant», dit-il. Certains propriétaires voudraient par exemple transformer un hangar en lieu d'entreposage, en salle d'exposition ou en boutique. «Mais c'est souvent



impossible», déplore le conseiller en patrimoine.

Or, la possibilité de convertir un bâtiment inutilisé demeure souvent la seule source de motivation pour l'entretien et la conservation. «Quel est l'intérêt pour un propriétaire de conserver un bâtiment qui ne sert plus à rien? L'usage, ça reste le nerf de la guerre», affirme Martin Dubois.

CHAQUE PETIT PATRIMOINE A UNE HISTOIRE

Au-delà des considérations légales ou financières, les intervenants consultés par *Continuité* s'accordent pour dire que la sauvegarde des petits patrimoines dépasse les simples bâtiments ou ornements. «Ce n'est pas juste une question d'architecture; ça concerne notre savoir-faire, notre

La Société du patrimoine et d'histoire de la Côte-de-Beaupré a restauré ce caveau à légumes et 18 de ses semblables entre 2001 et 2005.

Photo : Bernard Genest

Les petits patrimoines qui continuent de remplir une fonction ont plus de chances de traverser le temps. À Bromont, une ancienne école de rang sert désormais de boutique à une entreprise de luminaires.

Source : Éclairage Authentik





Emblématiques, les séchoirs à tabac de Lanaudière témoignent du dur labeur des gens qui ont bâti la région.

Photo : Linda Turgeon

identité», résume Dominique Lalande de Ruralys.

Au fil des recherches sur le terrain, elle a découvert l'ingéniosité de ceux qui nous ont précédés et qui ont bâti de leurs mains, souvent sans modèle, des étables, des laiteries qui répondaient à leurs besoins. « Ça m'a frappée de constater à quel point leurs façons de faire étaient rationnelles. Il y a une logique derrière leurs méthodes de construction. Le poulailler orienté côté sud pour un maximum d'ensoleillement, par exemple. Ça démontre tout un savoir-faire, une adaptation à l'environnement basée sur l'intuition, l'observation. C'est ça qui est magique. »

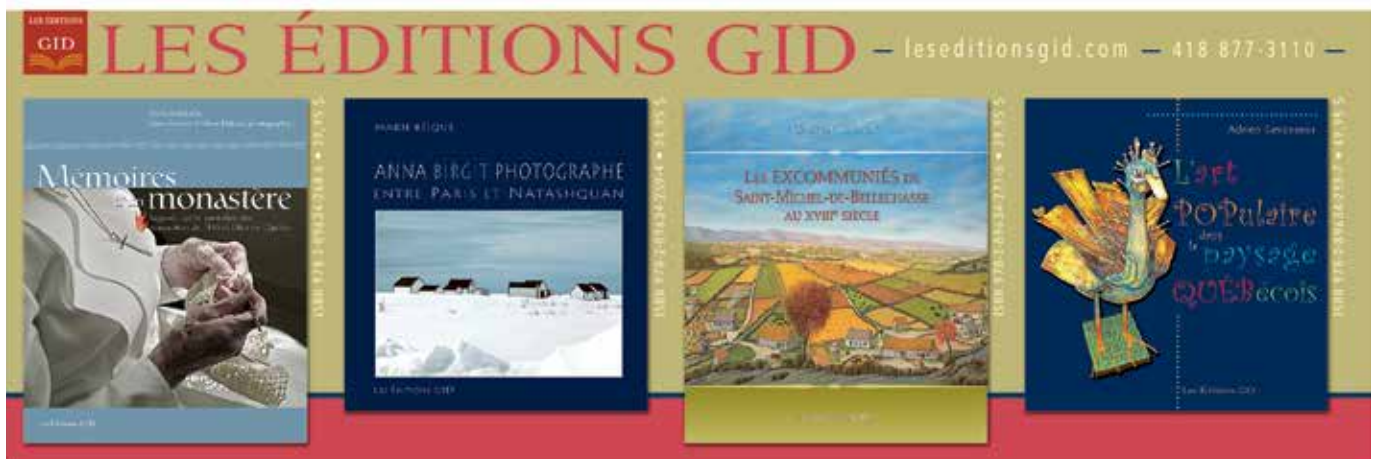
Le professeur Gérald Domon affectionne pour sa part les petits bâtiments typiques d'une région. Par exemple, les séchoirs à tabac dans Lanaudière, sur lesquels il a tra-

vaillé avec ses étudiants il y a une dizaine d'années. Ces bâtiments, dont certains font maintenant partie de circuits touristiques et patrimoniaux, sont emblématiques de cette région où le tabac n'est plus cultivé depuis 2011. Les mettre en valeur, c'est préserver la mémoire de ceux qui avaient bien d'autres choses à faire que de penser au potentiel patrimonial de ces symboles de dur labeur.

C'est ça que nous disent les petits patrimoines. « Ils témoignent de la vie des gens qui ont vécu des bonheurs et des misères », affirme M. Domon, particulièrement touché par le sort réservé aux croix de chemin érigées après des accidents de la route. Il se rappelle avoir vu, il y a quelques années près de Sutton, une croix de fer forgé datant de 1963. Un passant lui avait alors raconté qu'un homme l'avait plantée là à la mémoire de sa femme, décédée en tombant dans le fossé avec sa voiture. « J'y suis retourné un an ou deux après avec mes étudiants. Le fossé avait été élargi et la croix avait sacré le camp », se désole M. Domon. Si ceux qui l'ont enlevée avaient su cette histoire, peut-être auraient-ils agi autrement, croit-il. « Derrière le petit patrimoine, il y a toujours un côté immatériel. Ça m'attriste énormément que ces histoires restent méconnues et se perdent. Si on les connaissait, je crois qu'on valoriserait davantage ces bâtiments et ornements. »

Et ainsi, on s'inquiéterait moins de savoir si ces témoins du passé pourront devenir la mémoire de demain.

Valérie Gaudreau est journaliste.



Le frein de la loi



Donner une nouvelle vocation aux bâtiments agricoles patrimoniaux qui ne remplissent plus leur fonction d'origine : voilà la solution idéale pour assurer leur conservation.

Mais plusieurs obstacles se dressent sur cette voie. Le principal : une législation trop rigide.

par Robert Mayrand

Certains bâtiments se caractérisent davantage par leur fonction que par leur enveloppe. C'est le cas des édifices industriels et agricoles : leur forme doit répondre, avant tout, aux exigences de leur usage. Dès lors, quand leur fonction initiale se transforme ou devient impossible à remplir, le problème de la conservation se pose rapidement. On doit partir en quête d'un nouvel usage adapté à l'espace.

CONTRAINTES PHYSIQUES

Si certains bâtiments industriels, construits en matériaux durables, bien intégrés au tissu urbain et comptant de vastes espaces peu cloisonnés, sont relativement faciles à convertir, les caractéristiques propres au patrimoine agricole compliquent sa conservation, et surtout sa conversion.

Les techniques de construction simples utilisées pour le bâti agricole afin de loger les animaux et la machinerie et d'engranger le foin n'ont jamais été prévues pour l'habitation humaine. Les murs à simple paroi, parfois ajourés, l'assise du bâtiment

Lorsque la loi le permet, convertir un bâtiment agricole permet d'assurer sa conservation, comme le prouve cette grange-étable devenue boutique, aux Éboulements.

Source : Patri-Arch

posée directement sur le sol et la structure à grosse charpente assemblée à tenon et mortaise sont autant de défis pour ceux qui voudraient convertir ce patrimoine tout en préservant l'intégrité du bâti. L'isolation, indispensable pour un usage résidentiel sous notre climat nordique, peut par exemple entraîner la perte du revêtement extérieur ou la disparition de la structure interne qui fait la richesse de ces constructions. Il en va de même pour un usage commercial ou public : la mise aux normes peut devenir un réel cauchemar puisque les lois en matière de construction et de sécurité publique ne comptent pratiquement aucune disposition ou considération pour les bâtiments patrimoniaux.

La nature des matériaux complexifie également la conservation des bâtiments agricoles, dont les revêtements et la structure de bois ont souvent été négligés et laissés sans protection pendant plusieurs années. À preuve, le gris de la pruche brûlée au soleil a largement remplacé la planche blanche chaulée d'origine dans l'imaginaire populaire... Il est important d'évaluer l'impact qu'aura chacune des interventions sur l'intégrité patrimoniale du bâtiment, et d'accepter de remettre en question une intervention ou, dans certains cas, la sauvegarde même d'un bâtiment qui ne peut être converti sans être complètement dénaturé.

Autre bâton dans les roues : l'éloignement des centres urbains et l'implantation des bâtiments agricoles, en retrait des axes rou-

tiers, limitent les usages commerciaux ou culturels potentiels qui tirent profit d'un emplacement accessible. Bien qu'il soit relativement simple de déménager ces bâtiments, cette approche est peu recommandable puisqu'elle soustrait le bâti à son environnement d'origine, ce qui affecte grandement sa valeur patrimoniale.

ENTRAVES LÉGALES

Ces obstacles sont toutefois négligeables comparativement aux contraintes légales qu'impose la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA).

Adoptée en 1978, cette loi avait comme noble objectif de protéger le potentiel agricole du Québec en freinant l'étalement urbain. Elle délimite le territoire zoné agricole et y limite les usages exclusivement à la pratique de l'agriculture, ce qui inclut l'entreposage de produits, de machines et de matériel à des fins agricoles, le conditionnement, la transformation et la vente de produits agricoles provenant de la ferme ainsi que l'usage résidentiel pour le propriétaire de l'exploitation et son employé. La Loi interdit toute autre activité sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec. En zone agricole, il est donc pratiquement impossible d'implanter de nouveaux usages qui pourraient donner une seconde vie à des bâtiments devenus inutiles pour l'agriculture contemporaine.

On pourrait croire que cette loi a peu d'impact puisque le territoire zoné agricole

Le recouvrement de bois des bâtiments agricoles complexifie leur conservation.

Photo : Perry Mastrovito



Le zonage agricole atteint 96,5 % du territoire de la MRC des Maskoutains, dont fait partie Saint-Hyacinthe. Les contraintes de la loi pèsent lourd sur le patrimoine agricole de cette région.

Photo : Josiane Ouellet



représente moins de 5% du territoire québécois. Cependant, l'essentiel de ces terres se trouve en zone habitée, le long du fleuve Saint-Laurent et de ses affluents, à proximité des zones urbaines. Par exemple, en Montérégie, 86% du territoire est zoné agricole et soumis à cette loi. La MRC des Maskoutains et la région de Saint-Hyacinthe, reconnues pour leur agriculture, atteignent 96,5% de zonage agricole. Les répercussions de la Loi ont été largement dénoncées. Son application universelle, sans distinction des caractéristiques et du dynamisme agricole des milieux, a eu un effet pervers, principalement en milieux dévitalisés, où se trouvent les terres les moins productives délaissées par l'agriculture industrielle. Toujours zonés agricoles, ces milieux en déclin sont contraints de conserver des activités agricoles même si elles ne sont pas rentables (près de 60% des terres en zone agricole au Québec sont considérées comme peu productives). Ils ne peuvent pas se tourner vers d'autres activités qui pourraient stimuler leur économie, tout en permettant de sauver le patrimoine bâti avec de nouveaux usages. Sans assouplissement de la Loi, comme le recommandaient le rapport Pronovost en 2008 et le rapport Ouimet en 2009, difficile d'imaginer des pistes de solution pour maintenir ce patrimoine singulier. En milieu agricole dynamique, le problème est tout autre: les nouveaux modes d'exploitation mettent de la pression sur le bâti ancien. Les bâtiments ne répondent

plus aux besoins actuels et ne peuvent pas accueillir la machinerie moderne. Le prix des terres ayant atteint des sommets à 50 000\$ l'hectare, il devient injustifiable pour une entreprise agricole de maintenir un bâtiment sans usage sur une parcelle qui vaut plus que le bâtiment lui-même.

UNE SOLUTION ÉPROUVÉE

Le recyclage de bâtiments agricoles anciens pour des usages agricoles contemporains reste l'une des options les plus viables dans notre cadre légal. Aux États-Unis, en 1987, le National Trust for Historic Preservation a lancé le programme Barn Again, visant à soutenir ce type d'initiatives. En collaboration avec des architectes et des ingénieurs, l'association a créé des fiches d'intervention concernant les principaux problèmes de mise à niveau: réfection des solages, réfection de la charpente intérieure pour accueillir la machinerie surdimensionnée, etc. Les agriculteurs ont pu utiliser ces renseignements pour des projets dans le cadre d'un vaste concours où les meilleures réalisations étaient récompensées et documentées afin d'alimenter le processus et d'encourager d'autres interventions novatrices. L'initiative gagnerait à être employée dans nos milieux agricoles dynamiques, avant qu'il ne soit trop tard. Pour l'heure, au Québec, les plus belles opportunités de conversion et de conservation s'appliquent aux bâtiments agricoles qui se trouvent désormais dans les péri-

mètres urbains, qui jouissent d'une plus grande latitude concernant les usages possibles. Mais ne serait-il pas triste que le seul patrimoine agricole que l'on arrive à sauvegarder soit celui qui ne se trouve plus en zone agricole?

Précieux parce que singulier, fragile parce que coincé entre un passé révolu et un présent qui ne veut plus de lui en l'état, le patrimoine agricole du Québec ne pourra survivre sans de nouveaux usages. Assouplir la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles demeure l'avenue la plus salvatrice pour sa sauvegarde. Et du coup, certaines régions en déclin bénéficieraient d'un bon coup de pouce pour leur revitalisation.

Robert Mayrand est consultant en aménagement du territoire et en conservation et mise en valeur du patrimoine.

Grange de Saint-Siméon convertie en atelier d'artiste

Source: Patri-Arch



Les fiertés répérées du Kamouraska

Ce n'est pas un secret : les petits patrimoines abondent dans le Kamouraska. Tellement que divers intervenants ont uni leurs forces pour les répertorier, encourager leur restauration et les mettre en valeur. Une initiative qui aurait tout

avantage à faire... des petits.

par Dominique Lalonde

Les petits patrimoines qui émaillent les campagnes ne sont pas que charmants. Ils s'inscrivent de façon significative dans l'histoire de la région, de l'agriculture, des savoir-faire et du quotidien des résidents. Investir dans leur conservation et leur mise en valeur, c'est contribuer à la beauté des paysages, certes, mais aussi au

développement économique et touristique. Toutefois, pour mieux les conserver et les apprécier, il faut d'abord les connaître, et évaluer leur état. C'est la tâche à laquelle s'est attelé l'organisme Ruralys dans le Kamouraska, dans le cadre d'une démarche concertée de valorisation des paysages ruraux.

DU FOUR À PAIN AU POULAILLER

Ruralys a réalisé en 2004 un inventaire des bâtiments secondaires et de quelques ornements du paysage. Le but? Avoir une vue d'ensemble des petits patrimoines ainsi qu'un portrait global du territoire, afin de faire ressortir les particularités locales et les atouts kamouraskois. Cette vaste enquête a permis de réaliser que la région comptait plusieurs beaux spécimens, dont le manque d'entretien menaçait parfois la survie.

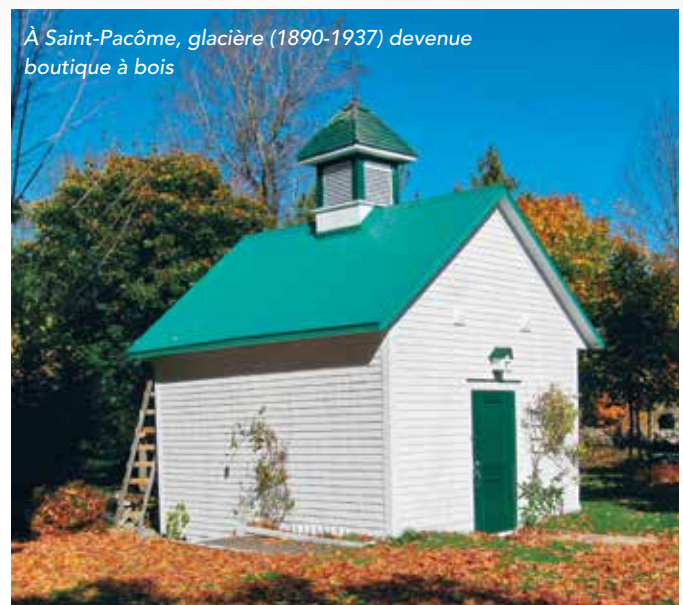
L'inventaire des petits patrimoines, choisis en fonction de leur représentation dans le milieu et dans l'histoire des municipalités, a permis d'identifier les formes courantes



Laiterie datant de 1875 à Saint-André
Source : Ruralys



Maison dite des Chinois (1900) à Saint-Pacôme



À Saint-Pacôme, glacière (1890-1937) devenue boutique à bois



Clôture

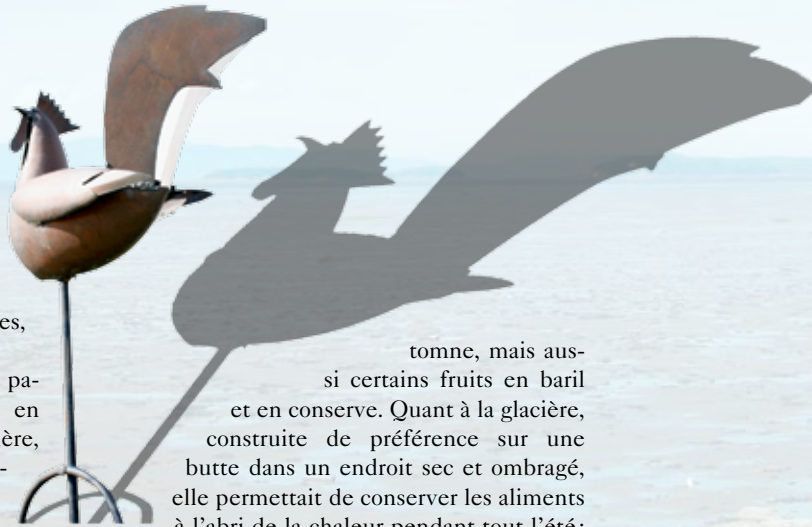
ertoriées uraska

et propres à la région et de connaître l'état général des bâtiments. La deuxième partie de l'inventaire a consisté à relever les ornements du paysage (croix de chemin, calvaires, clôtures).

Au total, plus de 251 petits patrimoines ont été classés en quatre catégories. La première, Conserver et reproduire, regroupe laiteries, fours à pain, caveaux à légumes, fournils et glacières. Servant à entreposer et à transformer le lait, la laiterie était située du côté le plus ombragé de la maison ou d'un bâtiment de ferme pour assurer une meilleure conservation. Le four à pain était soit attenant à l'habitation principale, soit installé dans un bâtiment détaché appelé le fournil. S'il servait principalement à la cuisson du pain, on l'utilisait pour d'autres besoins domestiques (séchage du lin et des herbes du jardin, fumage des viandes). Le caveau à légumes était utilisé pour entreposer les légumes dès l'au-

tomne, mais aussi certains fruits en baril et en conserve. Quant à la glacière, construite de préférence sur une butte dans un endroit sec et ombragé, elle permettait de conserver les aliments à l'abri de la chaleur pendant tout l'été; l'hiver, on y tassait de la neige ou de la glace sous des couches de paille.

Les clôtures composent la catégorie Délimiter. Encore aujourd'hui, les lignes de clôtures de perches courent le long des parcelles agricoles, accentuant l'effet de division des terres dans le paysage. Résistant aux intempéries, le cèdre était une essence de choix pour leur construction. Dans les villages, on trouve des clôtures en petites lattes de bois ou de métal pour clore les terrains et délimiter les espaces privés. Cependant, les barrières à



le perches à Saint-Pacôme



Fournil et four à pain (1840) à Sainte-Hélène
Source : MRC de Kamouraska



bâtons ou en planches qui contrôlaient les allées et venues dans les champs ont pratiquement disparu des paysages.

La troisième catégorie, Honorer et se souvenir, regroupe les calvaires et les croix de chemin, dont la présence sur le territoire s'est accrue avec l'ouverture de nouveaux chemins, au XIX^e et au début du XX^e siècle. Ces ornements servaient à délimiter les paroisses, mais aussi à commémorer un événement ou un souhait.

Soigner les animaux et entreposer est la catégorie qui compte le plus de types de bâtiments: granges-étables, hangars à grain, porcheries, poulaillers, écuries, hangars à bois. Dans le Kamouraska, on trouve

des granges-étables à pignon droit, à toit brisé, à croupes ou à la Mansart. Les porcheries comptaient un four et un chaudron pour la fabrication du savon, à même le bâtiment, coiffé d'un clocheton d'aération. Les fenêtres des poulaillers étaient orientées au sud pour un ensoleillement maximal. Le hangar à bois, lui, avait des murs ouverts pour permettre un meilleur séchage.

UN COUP DE MAIN POUR RESTAURER

Une fois l'inventaire terminé, Ruralys a réalisé une banque de données destinée aux municipalités. Cet outil de gestion a permis aux intervenants concernés de découvrir ce patrimoine architectural et de mieux connaître son état de conservation. S'en est suivie une prise de conscience de l'importance et de la valeur des dépendances agricoles et des ornements du paysage dans l'ensemble du patrimoine bâti du Kamouraska. Logiquement, l'étape suivante a consisté à mettre en place un outil pour les protéger: le Programme d'aide à la restauration et à la mise en valeur des petits patrimoines, élaboré par Ruralys et géré par la MRC.

En vigueur de 2008 à 2011, ce programme visait à assurer la conservation et la mise en valeur des dépendances agricoles et domestiques du Kamouraska. Il s'appliquait à tous les bâtiments secondaires construits avant 1950, non résidentiels et visibles d'un chemin public, de même qu'aux croix de chemin. L'octroi de la subvention dépendait de l'ancienneté de la construction, de l'intégrité relative du bâtiment ou de l'ornement du paysage, de son implanta-

tion, de son appartenance à un ensemble, de la nature des interventions projetées, de l'accessibilité et du potentiel touristique.

Les projets proposés par les propriétaires devaient conserver l'aspect patrimonial du bâtiment, que ce soit par des travaux de remplacement, de restauration ou de réparation sur le revêtement des murs ou des toitures, les portes et fenêtres ou les fondations.

Grâce à ce programme, 80 petits patrimoines ont été restaurés. Incitatif intéressant: les propriétaires ont reçu une aide financière couvrant jusqu'aux deux tiers des coûts des travaux admissibles. Le programme a été financé par plusieurs partenaires, dont l'ATR du Bas-Saint-Laurent, la CRÉ du Bas-Saint-Laurent, la MRC (par une Entente de développement culturel) et les municipalités du Kamouraska. L'initiative de Ruralys et le caractère novateur du programme ont été soulignés en 2008 lors des Prix du patrimoine du Bas-Saint-Laurent.

LE CIRCUIT DES COQS

Puisqu'il aurait été dommage de s'arrêter en si bon chemin, un circuit patrimonial (aussi offert sur le Web) a été créé pour faire découvrir les petits patrimoines restaurés. Afin d'assurer leur visibilité et d'en faire des attraits touristiques, des bornes-repères ont été installées près de chacun des bâtiments (sauf les croix de chemin, des repères en soi). Fabriqués par un artisan local, ces coqs en métal fixés sur des tiges représentent à la fois la fierté et la ruralité.

Ces initiatives kamouraskoises liées aux petits patrimoines contribuent grandement à accroître la fierté locale et régionale. Les propriétaires en sortent gagnants, car ils participent à maintenir la beauté des paysages en plus de valoriser leur propriété et leur municipalité. Il va sans dire que les visiteurs en profitent eux aussi. Une belle aventure à répéter dans les territoires ruraux du Québec!

■
Dominique Lalonde est directrice générale de Ruralys.



Laiterie de Réjean Bernier à Rivière-Ouelle (vers 1916)

Source: MRC de Kamouraska



Grange à Saint-Pacôme

Source: Ruralys



CONSEIL DES
MÉTIER D'ART
DU QUÉBEC

LA RÉFÉRENCE DES ARTISANS PROFESSIONNELS EN ARCHITECTURE ET BÂTIMENT

Bureau de Québec : 418.694.0260 | Bureau de Montréal : 514.861.2787 | METIERSDART.CA

**Ebénisterie
Pelletier & fils**

Gardien du patrimoine
depuis 1890



Balcons,
portes, fenêtres
et projets spéciaux.

Membre artisan
professionnel du Conseil
des métiers d'art du
Québec, métiers d'art liés
à l'architecture et au
bâtiment.

450-793-4550 www.ebenisteriepelletieretfils.com



LES
TOITURES
TOLE-BEC
INC.

Toitures Traditionnelles

- à Baguettes
- à Joints Debouts
- à la Canadienne
- Cuivre
- Cuivre Étamé
- Acier Pré-peint
- Galvanisé
- Ardoise

- *Entreprise Familiale* -

Licence R.B.Q. 2617-6594-75



1212 Tellier, St-Vincent-de-Paul, Laval

Site internet:

(450) 661-9737 www.tole-bec.com

MACRO-INVENTAIRE DU PATRIMOINE

Le Québec dans les détails

*Pour qui s'intéresse à l'histoire des dépendances agricoles et des ornements de paysage,
le Macro-inventaire du patrimoine québécois renferme des trésors d'information.
Une multitude de petits patrimoines y ont été répertoriés et analysés entre 1977 et 1983.
Plus de 30 ans plus tard, cet outil permet de mesurer le chemin parcouru.*

par Bernard Genest

ls surgissent au détour d'une rue, marquent l'entrée d'un village, s'insèrent dans la trame urbaine, caractérisent les paysages et contribuent à l'enrichissement culturel. Modestes éléments, les petits patrimoines témoignent d'activités sociales, économiques ou symboliques. Croix de chemin, calvaires, chapelles de procession, écoles de rang, caveaux à légumes, fours à pain, puits, séchoirs à maïs, laiteries, poulaillers, fumoirs, quais, chafauds, ateliers d'artisan, commerces, ponts couverts et combien d'autres éléments qui ornent une grange, un clocher, une boutique, un parterre, un cimetière. Inutile d'essayer de les nommer

tous, chaque région en possède un si grand nombre qu'il serait hasardeux d'en dresser la liste.

L'examen du Macro-inventaire du patrimoine québécois, réalisé entre 1977 et 1983, permet toutefois de mesurer leur importance dans nos paysages et notre identité, et de découvrir leurs particularités et leur grande variété.

UN PROJET AMBITIEUX

Dans les années 1970, le ministère des Affaires culturelles a entrepris de dresser l'inventaire de l'ensemble des composantes du patrimoine québécois. Le Macro-inventaire visait à doter les autorités d'un outil de gestion et de planification qui réponde à la nécessité d'intervenir

Clôture de perches de cèdre de L'Isle-aux-Allumettes, en Outaouais

Photo : Jean-René Caron, coll. BAnQ, 1981, E6,S8,SS2,D81.880,P24



rapidement dans un contexte où l'intérêt pour la protection du patrimoine croissait au même rythme que les grands projets de développement. L'opération devait se dérouler rondement, soit initialement en deux ans. Il en aura fallu six. Un projet ambitieux, un peu fou même, qui chamboulait complètement la façon classique de mener des inventaires, alors que la notion de patrimoine était en pleine mutation. D'abord associée au patrimoine monumental, aux œuvres d'art, à l'archéologie et aux objets historiques, celle-ci s'ouvrait à de nouvelles réalités, dont les paysages humanisés et l'ethnologie.

Le défi était d'autant plus grand qu'il fallait revoir l'approche traditionnelle privilégiant l'étude systématique et détaillée au profit d'une approche éclatée, rassemblant un minimum acceptable de connaissances dans un temps record. L'outil devait pallier les impensables de l'urbanisation des campagnes et des grands projets d'infrastructure. Il fallait donc faire preuve d'imagination !

COUVERTURE AÉRIENNE

Pour le volet architectural, la commande dépassait largement les moyens et les ressources alors disponibles pour réaliser des inventaires. À une boutade lancée par un spécialiste – « Impossible de réaliser un tel inventaire autrement qu'en avion ! » –, la réponse des autorités fut : « Aucun problème, il nous faut des résultats ! » C'est ainsi qu'a été développée l'approche de la photographie aérienne en basse altitude.



Une technique connue en géographie et, en Europe, pour le dépistage de sites archéologiques, mais encore inédite en architecture. Rapide et systématique, elle rendait possible une lecture à la fois globale et particulière du paysage architectural.

L'expérience fut concluante. Les prises de vue générales permettaient de juger des rapports internes entre les contraintes géographiques et les modes d'implantation, alors que les vues plus rapprochées donnaient accès à des renseignements pointus. On pouvait désormais découper le territoire en segments significatifs de son histoire et de son évolution, repérer rapidement les éléments les plus marquants tels l'église et son enclos, la place du village, les ensembles résidentiels, l'école, le couvent, le magasin général et même des éléments isolés comme une chapelle de procession, un calvaire, un charnier, les monuments

La photographie aérienne rend possible une lecture à la fois globale et particulière du paysage architectural. On voit ici l'installation agricole de Kazabuzua, en Outaouais.

Photo : Jean-René Caron, coll. BAnQ, 1982, E6,S8,SS2,D82.1630,P23

La prise de vue à basse altitude du cimetière de Sainte-Marie de Beauce a fourni de nombreux renseignements sur la présence de petits patrimoines. L'ordonnement géométrique des stèles est particulièrement intéressant.

Photo : Pierre Lahoud, coll. BAnQ, 1981, E6,S8,SS2,D81.171,P20A(35)





Les petits patrimoines, comme ce fumoir à hareng de Cap-aux-Meules, témoignent du mode de vie des habitants d'une région.

Photo : Bernard Genest, coll. BAnQ, 1980, E6,S8,SS2,DC80.349,P20A(35)

d'un cimetière. En somme, une multitude de petits patrimoines parfois imperceptibles autrement qu'à vol d'oiseau.

La méthode a été si efficace qu'elle a précédé toutes les autres; analystes du paysage architectural et ethnologues attendaient que la couverture aérienne soit effectuée avant d'entreprendre leur partie du travail.

ANALYSE DU PAYSAGE ARCHITECTURAL

Plus sélective que la couverture aérienne, l'analyse du paysage architectural reposait essentiellement sur l'observation au sol de deux facteurs du façonnement des territoires: la tradition architecturale et son adaptation au milieu géophysique. L'approche était double: étude synchronique des lieux et étude thématique. L'étude synchronique s'attardait aux bâtiments et aux lieux dont le caractère unique découle d'une implantation harmonieuse. Lorsque l'architecture compose bien avec les contraintes géophysiques, il en résulte souvent un paysage architectural harmonieux. L'étude thématique, elle, mettait en évidence les éléments architecturaux

récurrents, souvent propres à une région: volumétries, aires de diffusion, détails architectoniques, revêtements, couleurs et matériaux.

Outre une meilleure compréhension de l'implantation et de l'évolution du bâti, l'originalité de la méthode reposait sur l'interrelation des facteurs humains avec les facteurs naturels. Elle innovait en introduisant la dimension paysagère dans l'analyse des composantes architecturales, tant pour les ensembles que pour les éléments isolés servant de repères visuels.

INVENTAIRE ETHNOLOGIQUE

En ethnologie, l'approche reposait précisément sur ces repères inscrits dans le paysage, rappels d'usages et de pratiques. L'hypothèse de départ se fondait sur le principe que toutes les activités humaines finissent par se concrétiser dans des objets matériels. Les pratiques religieuses donnent naissance à des églises, des chapelles, des croix, des niches et des statues; les pratiques techniques à des ateliers, des boutiques, des granges et autres bâtiments liés à l'agriculture et à l'élevage. En milieu

Atelier de ferblanterie
MBR

- ❖ corniche architecturale
- ❖ toiture à la canadienne
- ❖ toiture à baguettes
- ❖ bardeau de cèdre
- ❖ cuivre
- ❖ toiture à joints pincés
- ❖ ardoise
- ❖ écailles de poisson

Atelier
600, rue Leclerc, suite 2
Repentigny, QC, J6A 4X7
Tél.: 514 346 3691
Télé.: 450 657 2863

« Le résultat obtenu est de **grande qualité** et respecte le caractère original des éléments architecturaux. »
- PRIX DE L'ARTISAN 2011

maritime, ce sont les chalouperies, les chafauds, les fumoirs, les quais qui témoignent des pratiques halieutiques, alors que pour les pratiques symboliques et expressives, ce sont les kiosques à musique, les théâtres, les salles de danse et autres installations du genre qui jouent ce rôle. Bref, autant de marqueurs qui reflètent le mode de vie des occupants d'une région. La méthode reposant sur l'observation, l'appareil photographique et le cahier de terrain étaient les principaux outils pour relever et consigner les données.

Rassemblées et organisées dans des rapports synthèses, ces données renseignaient sur le cadre de vie des individus et des communautés. Elles formaient en quelque sorte un langage qu'il suffisait de décoder pour interpréter l'histoire du lieu. Leur cumul rendait évidentes la diversité et la richesse culturelle du Québec et de ses régions. Ainsi les chafauds, fumoirs, usines de poissons, ateliers de construction navale

des Îles-de-la-Madeleine n'étaient plus seulement des éléments d'un patrimoine bâti typique, mais aussi l'expression d'un mode de vie fondé sur la pêche. De même les granges, moulins, caveaux à légumes, fours à pain de la Côte-de-Beaupré, ses églises, ses chapelles, ses croix de chemin, ses niches témoignaient d'un héritage agricole qui remonte aux origines de la colonie et d'une pratique religieuse profondément ancrée dans les mœurs. Du moins était-ce le portrait sommaire qu'on pouvait en dresser à la fin des années 1970.

ARCHIVES PRÉCIEUSES

Le Macro-inventaire a forcément vieilli. Largement utilisé, il a été l'outil par excellence du Ministère pour fournir aux municipalités régionales de comté les données nécessaires à la préparation des schémas d'aménagement dans le cadre de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Il a été très utile aux municipalités pour prévenir et

minimiser les répercussions environnementales de grands projets. Il a aussi servi à l'élaboration de programmes de restauration et de mise en valeur, mais il a surtout permis de sensibiliser les populations à la richesse de leur patrimoine et aux spécificités de leur territoire, deux composantes de leur identité.

Il n'est pas nécessaire de parcourir le Québec village par village, rang par rang pour réaliser que le Macro-inventaire a désormais surtout valeur d'archives. Il rend compte de ce qu'était le patrimoine du Québec à un moment précis de son évolution. Plusieurs petits patrimoines sont aujourd'hui disparus. Les bâtiments publics, églises, demeures historiques ont davantage retenu l'attention des élus que ces modestes témoins du Québec rural. Une double perte: celle d'une mémoire et d'un ancrage identitaire.

■ Bernard Genest est ethnologue.

Patrimoine et territoire, une approche intégrée

Suivez une formation en patrimoine bâti pour transformer le milieu de manière harmonieuse, tout en respectant l'identité des lieux.

Présentée par Action patrimoine

- Québec, le 15 octobre
Monastère des Augustines
- Montréal, le 26 novembre
Maison du Meunier

Inscription et information
www.actionpatrimoine.ca
education@actionpatrimoine.ca
+1 418 647-4347, poste 207

Formations offertes sur demande pour les groupes
Aussi disponible: formation sur les paysages culturels



Croix de



Elles sont près de 3000 à baliser les routes du Québec. Colorées, sobres, pimpantes, quelquefois un peu fatiguées, les croix de chemin composent un héritage remarquable, mais fragile.

par Diane Joly

Dressées fièrement aux intersections, à l'entrée des municipalités, près d'un champ ou d'une résidence, les croix de chemin s'inscrivent dans le sillage des premières croix de repère érigées sur la Côte-Nord, puis de la croix monumentale qu'a élevée Jacques Cartier à la pointe Penouille dans la baie de Gaspé, en 1534, afin de prendre possession du territoire. Les explorateurs qui ont suivi ont perpétué la tradition, qui s'est transmise aux colons. Ces constructions se déclinent selon trois genres. La croix simple est dépouillée ou légèrement ornée. Plus élaborée, la croix aux instruments de la Passion porte des ob-

jets représentatifs des souffrances du Christ, de son arrestation à sa mort. Par exemple, la lance, l'éponge au bout d'un bâton et l'échelle sont fixées sur la hampe, tandis que les clous, le marteau et les tenailles se trouvent sur la traverse; la couronne d'épines figure à la croisée et le coq au sommet. Au XIX^e siècle, les nouvelles dévotions aux saints entraînent l'ajout de niches sur les croix, qui abritent la statuette d'un saint; la Vierge Marie est la plus populaire. Le dernier genre est le calvaire, une croix prestigieuse qui porte un christ. Des personnages présents à la mort de Jésus, surtout les deux larrons, l'accompagnent parfois.

LAISSER SA MARQUE

Les usages des croix de chemin sont très diversifiés. La croix-église indique le lieu

À gauche : Érigée en 1818 pour faveur obtenue, la croix de la Maison Saint-Gabriel à Montréal est la plus ancienne au Canada.

Photos : Monique Bellemare

À droite : En 1903, David Vanier, maire de Laval-des-Rapides, fait édifier cette croix à mi-chemin entre l'église et les paroissiens afin qu'ils puissent y célébrer le culte.

repère



projeté de la première église d'une localité, lorsqu'un noyau villageois est formé. Certains propriétaires installent une croix de fondation (ou de pionnier) sur leur terrain, près de leur résidence, lorsqu'ils prennent possession d'un lot. Quant à la croix toponymique, elle marque le territoire: on en trouve à l'entrée des municipalités et aux croisées de chemins. Auparavant, à la fondation d'une paroisse, le curé demandait aux paroissiens de placer une croix aux limites est et ouest.

Située au milieu d'un rang, la croix de dévotion rassemble les gens pour diverses pratiques religieuses, dont les prières à la Vierge pendant le mois de Marie. Quelques-unes servent aussi au culte en l'absence d'une église, ou lorsque celle-ci est éloignée des fidèles. Élevée pour ses vertus protectrices, la croix talismanique se trouve généralement à proximité de champs cultivés: son rôle est de les protéger des désastres naturels qui menacent les récoltes. La croix votive témoigne une reconnaissance. Selon le cas, on l'édifie à la suite

d'une faveur obtenue (ex-voto) ou quand on s'est sorti indemne d'une situation où on était en danger de mort – au XIX^e siècle, les dangers imprévisibles les plus fréquents sont la noyade, les incendies, les épidémies et les accouchements. Enfin, la croix commémorative souligne un moment important pour une localité ou pour son propriétaire. Sur les terrains privés, elle commémore souvent la mémoire d'un membre de la famille.

EN PLEIN ESSOR

Au XIX^e siècle, l'élévation de croix de chemin atteint sa plénitude avec l'introduction de pratiques en marge de l'église, telles que la prière du soir et le chapelet. Malgré leur caractère foncièrement religieux, elles entrent timidement dans la sphère laïque lorsque des croix sont illustrées dans des guides touristiques à l'intention des touristes anglophones.

Les grands événements historiques favorisent l'apparition massive de nouvelles croix. En 1934, lors du 400^e anniversaire de



À gauche: Commandée en 1997 par la Société d'histoire de Saint-Basile de Portneuf et installée à une croisée de chemins, cette croix rend hommage aux fondateurs du lieu.

Photo: Micheline Harvey

À droite: Croix aux instruments de la Passion à Saint-Alexandre en Montérégie

Photo: Monique Bellemare



Cette croix qui se dresse à une intersection a été commandée à l'occasion du 100^e anniversaire de Saint-Bernard-de-Michaudville, en Montérégie, en 2008.

Photo : Monique Bellemare

À consulter pour en savoir plus

- Le site patrimoineduquebec.com
- L'ouvrage *Les croix de chemin au temps du bon Dieu* de Vanessa Oliver-Lloyd (Les Éditions du Passage, 2007)

la découverte du Canada, près de 450 écoles érigent une croix Jacques-Cartier typique, avec écusson azuré et fleurs de lys. La pandémie de grippe espagnole et la Première Guerre mondiale stimulent aussi l'élévation de plusieurs croix commémoratives et votives en 1918.

En 1922, l'archiviste et folkloriste amateur Édouard-Zotique Massicotte recense 250 croix de chemin. Il constate que certaines demeurent traditionnelles par leur fonction religieuse, tandis que d'autres ont acquis une valeur historique par leur ancienneté ou leur association à des événements tels que les Rébellions de 1837. Selon lui, les croix historiques doivent être préservées, car elles font partie du patrimoine. Il faudra cependant attendre 1962 pour que le calvaire de Varennes, en Montérégie, devienne la première croix de chemin classée au Québec.

FACILITÉ D'ADAPTATION

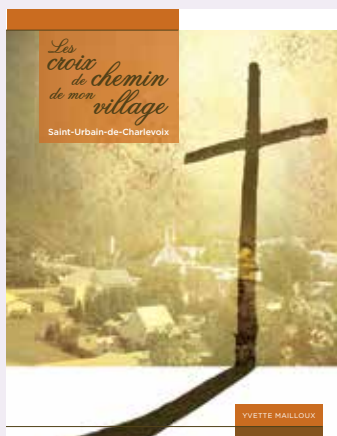
Construites en bois jusqu'au tournant du XX^e siècle, les croix de chemin intègrent ensuite des matériaux durables apparus dans le domaine de la construction : de nouvelles croix en fer, en béton ou en poussière de pierre s'ajoutent au corpus. Des fonderies conçoivent des christs en bronze ou en aluminium, dont la disponibilité accélère l'élévation de calvaires simples et à plusieurs personnages. Au début, les concepteurs se contentent de reproduire les formes traditionnelles. Toutefois, le renouvellement de l'art religieux amène les croix de chemin à s'éloigner de leur aspect usuel en s'adaptant aux matières. Des croix aux formes vraiment originales apparaissent dans le paysage, conservant tout de même l'essentiel de leur caractère religieux.

Les pratiques aussi s'adaptent aux nouvelles réalités. Depuis quelques années, plusieurs organismes élèvent des croix à l'occasion d'un anniversaire de fondation, afin de rendre hommage à leurs fondateurs. Les objets symboliques fixés à la croix reflètent leur histoire. Dans bien des cas – la croix de Saint-Basile de Portneuf étant exemplaire –, cette nouvelle perception du rôle des croix de chemin revitalise en profondeur leur iconographie. Des gens s'en servent aussi pour souligner des événements personnels. Ainsi, des croix portent dorénavant des dates d'anniversaire de mariage ou de naissance. En 2002, des participants aux Journées mondiales de la jeunesse à Toronto ont dressé une croix pour signaler leur présence à l'activité.

CONTRE VENTS ET MARÉES

Le Québec compte aujourd'hui environ 3000 croix de chemin. La conservation de ces artefacts est des plus délicates. Tout d'abord, ce patrimoine *in situ* est soumis au climat extrême du Québec. Il nécessite un entretien constant et parfois onéreux. De plus, la protection institutionnelle est difficile puisque la plupart des croix appartiennent à un propriétaire privé. Selon le Répertoire du patrimoine culturel du Québec, seules une cinquantaine de croix de chemin sont classées ou citées. Souvent, d'autres priorités ont préséance sur ce bien modeste.

Heureusement, la majorité des intervenants locaux s'entendent sur l'importance de préserver cet héritage et plusieurs instaurent des programmes de mise en valeur. Reste que les connaissances sur ce patrimoine ne sont plus à jour, alors qu'elles s'avèrent cruciales. Les dernières



Projet paroissial

Depuis 2010, l'équipe d'animation locale de Saint-Urbain travaille à la préservation, à la restauration et à la mise en valeur des huit croix de chemin de la municipalité. Cette année-là, Delphine Laureau, du Centre de conservation du Québec, a donné une formation aux propriétaires des croix afin de les guider dans la restauration de leur « petit » patrimoine. Au cours des quatre années suivantes, ils ont réalisé les travaux requis. Puis, Yvette Mailloux, membre de l'équipe d'animation locale, a publié l'an dernier un recueil d'une quarantaine de pages relatant l'histoire de ces ornements de paysage. Abondamment illustré, *Les croix de chemin de mon village. Saint-Urbain-de-Charlevoix* s'appuie sur les témoignages des propriétaires et l'expertise de M^{me} Laureau. Le document se trouve sur le site Web de la MRC (mrcharlevoix.ca), sous l'onglet À consulter, dans la section Politiques et documents divers. (Josiane Ouellet)

recherches d'ensemble datent de plus de 25 ans et ne tiennent pas compte des matériaux durables, des nouvelles pratiques et de l'importance accrue de l'aspect immatériel des croix de chemin. Au-delà de l'inventaire, des études à l'échelle régionale sont essentielles afin de favoriser l'ancrage des croix dans le lieu, car le moyen le plus efficace d'assurer leur pérennité demeure de faire connaître leur valeur au plus grand nombre. C'est en se les appropriant que le public deviendra leur protecteur le plus important.

Diane Joly est consultante en recherche et interprétation du patrimoine.



Maintenant que la croix a retrouvé son lustre d'antan, un panneau d'interprétation, réalisé par le Musée du Bas-Saint-Laurent et la Ville, sera installé à proximité dès cet automne. (Josiane Ouellet)

Histoire de familles

En 2014, à Rivière-du-Loup, les familles Michaud et Gagnon ont lancé l'idée de restaurer la croix du chemin des Raymond, qui aurait été érigée au milieu du XIX^e siècle afin de souligner l'ouverture du rang. Elles ont consulté les résidents du rang et tous se sont entendus sur l'importance de préserver cet élément patrimonial. Une telle mobilisation du milieu ne pouvait que toucher les responsables de la Ville et des Chevaliers de Colomb, qui ont aussitôt accepté d'appuyer le projet.

Cadeau d'anniversaire



La Corporation du patrimoine de Rivière-Bleue a travaillé à la mise en valeur des croix de chemin de son territoire, à l'occasion du 100^e anniversaire de la localité en 2014. Le projet «Nos croix de chemin» comportait quatre volets: la restauration des croix existantes, la publication d'un fascicule racontant l'histoire de chacune, la pose de plaques commémoratives et la réalisation d'un répertoire, qu'on peut consulter sur le site Web de Culture Témiscouata (culturetemiscouata.ca), dans la section Patrimoine bâti (on peut aussi y télécharger le fascicule). On y trouve également de l'information sur les croix de Pohénégamook et de Saint-Athanase. (Josiane Ouellet)

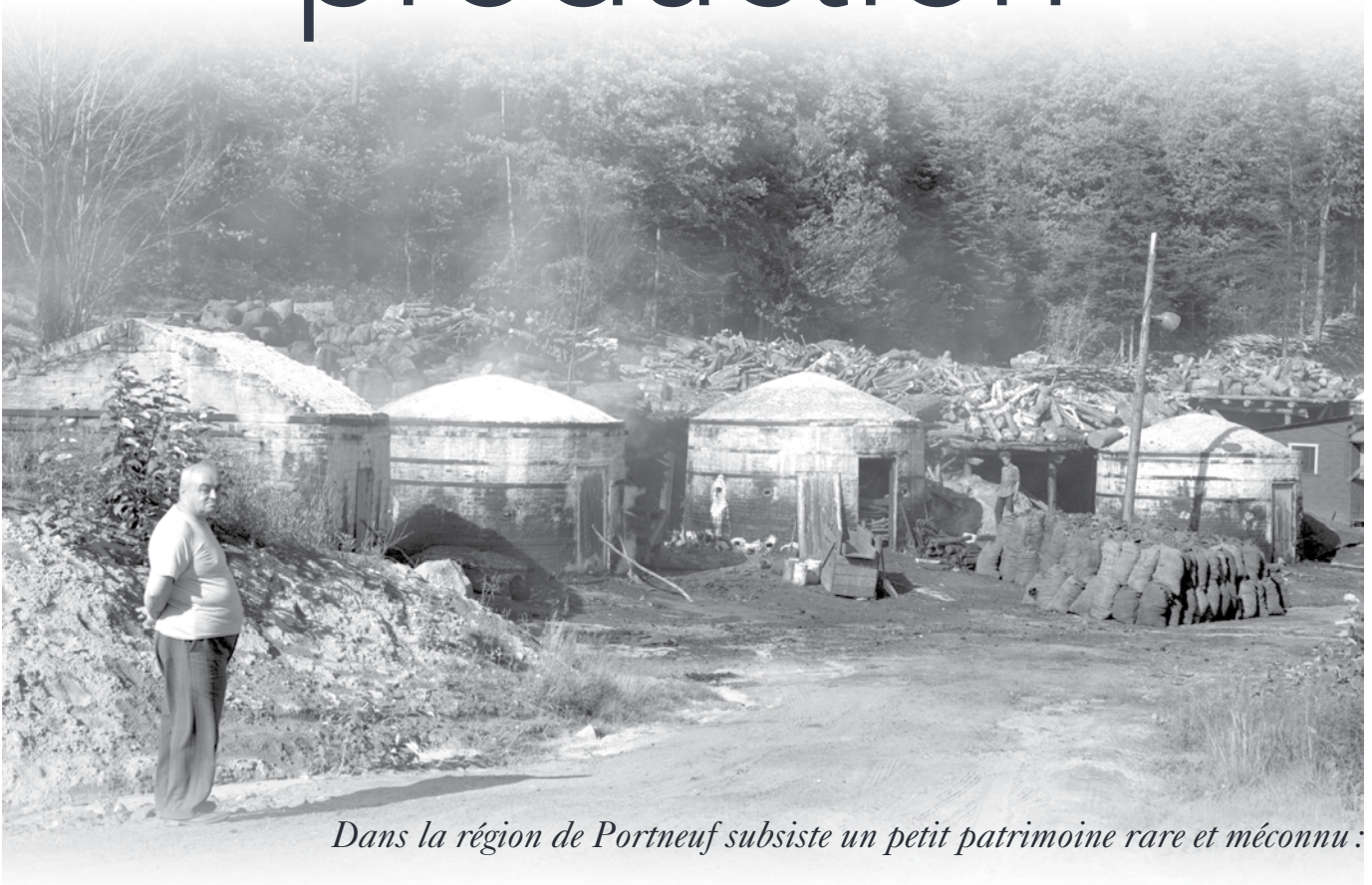


Maison Ozias-Leduc

RÉHABILITATION / RESTAURATION

FGMDa
ARCHITECTES

Charbon en production



Dans la région de Portneuf subsiste un petit patrimoine rare et méconnu : le four à charbon de bois, indissociable du savoir-faire ancestral de la carbonisation.

par Catherine Thibodeau-Lefebvre

Par un bel après-midi d'automne, si vous arpentez les rangs de Saint-Raymond de Portneuf, vous apercevrez peut-être entre les branches une drôle de structure ronde en brique, qui ne ressemble ni tout à fait à une maisonnette, ni vraiment à une remise. Vous aurez devant vous un four à charbon de bois, patrimoine méconnu et rare au Québec dont il reste quelques témoins en bon état dans la MRC de Portneuf, plus précisément à Saint-

Raymond, Saint-Léonard-de-Portneuf et Sainte-Christine-d'Auvergne.

Les fours à charbon n'ont toutefois rien à voir avec les fours à pain avec lesquels nos grands-mères cuisaient miches et gâteaux. Ils servent plutôt à produire du charbon à partir de bûches que l'on chauffe à de très hautes températures. La quantité

Fours à charbon de bois d'Alexandre Paquet, à Saint-Raymond

Photo: J. W. Michaud, coll. BANQ, 1950, E6,S7,SS1,P78171

d'oxygène y est contrôlée afin qu'elles ne se transforment pas en cendres: c'est la carbonisation, un savoir-faire connu depuis au moins l'Antiquité et que les agriculteurs de Portneuf se sont transmis oralement, de génération en génération. Aujourd'hui, l'utilisation des hydrocarbures (pétrole, gaz) semble faire tomber ce savoir-faire dans l'oubli.

MOTEURS DE DÉVELOPPEMENT

En 2013, une étude a inventorié les fours à charbon de bois dans Portneuf; les résultats ont révélé l'intérêt et l'importance historique de ce patrimoine pour le développement de la région. C'est là que l'on trouve la plus grande concentration de fours à charbon au Québec, bien qu'il en ait existé dans les anciens comtés de Dorchester, Témiscouata, Wolfe, Lotbinière, Montmagny, Labelle et Papineau. Il fut un temps où le charbon trouvait beaucoup d'utilités au quotidien: cuisson des aliments, allumage des poêles et fournaises, éclairage, etc. À leur arrivée en Amérique, les colons français en produisaient déjà à l'aide de meules. Au Québec, on doit l'introduction de fours en brique à Elzéar Bertrand, qui s'est inspiré de ceux en fonction dans la région du lac Supérieur vers 1875.

Ce n'est pas un hasard si le nord de Portneuf a compté un nombre exceptionnellement élevé de fours à charbon. La proximité et l'abondance de la forêt menaient naturellement à des activités connexes: production de charbon, de bois de sciage et de sirop d'érable. Dans la région, ce sont Charles Paradis et un dénommé Dery qui ont produit du charbon les premiers, vers 1912. Ils ont décidé de transformer les résidus de bois de sciage inappropriés à la vente (branches et têtes d'arbres) en charbon qu'ils marchandaient ensuite à Québec. L'argent récolté assurait un revenu d'appoint, surtout l'hiver, saison morte pour les agriculteurs. De bouche à oreille, le procédé s'est popularisé parmi les cultivateurs.

Une étude effectuée en 1980 par Ethnotech, dans laquelle les livres de

comptes d'un charbonnier pour l'année 1934-1935 ont été analysés, a révélé qu'aucun revenu provenant de la production de charbon n'avait été enregistré de juillet à octobre, mois d'intenses activités agricoles. Cependant, 50% du revenu y était attribuable en novembre, 34% en décembre et 69% en janvier. Il s'agissait donc d'un complément appréciable pour les mois les plus durs. Les témoignages recueillis sur le terrain confirment que ces suppléments ont permis aux familles de mieux vivre, particulièrement en temps de guerre, et de développer leur entreprise agricole.

Les Première et Deuxième Guerres mondiales ont provoqué l'augmentation de la demande de charbon. Plus de 140 fours ont été construits au Québec de 1914 à 1923. Dans la région de Portneuf, ils se sont multipliés surtout vers les années 1940, alors que la demande en charbon est passée de 50 000 à 100 000 tonnes par an au Québec.



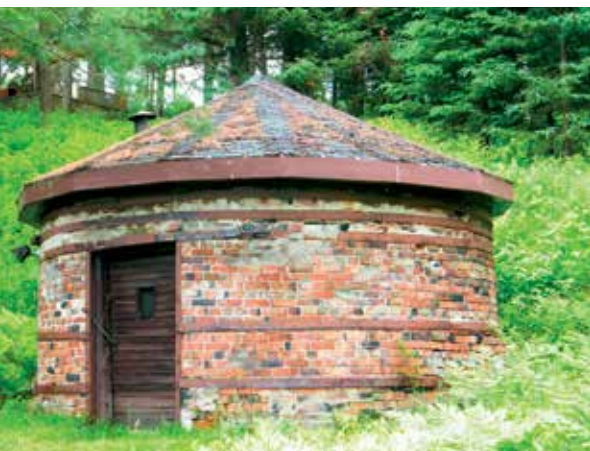
Dans ce four miniature déplaçable d'une hauteur de 90 cm, la carbonisation du bois nécessite une journée, alors qu'elle en prend une quinzaine dans les fours plus grands.

Photo: Catherine Thibodeau-Lefebvre



Quelques passionnés produisent encore aujourd'hui du charbon de bois dans des fours traditionnels.

Photo: Jean-Paul Bherer



Ce four à charbon de Saint-Raymond a été converti en abri équipé d'un poêle à bois, d'électricité et d'un puits de lumière. Le toit a été recouvert de bardeaux d'asphalte.

Photos : Catherine Thibodeau-Lefebvre

Les charbonniers se servent entre autres de la porte du haut et de la passerelle pour finir de remplir le four.



Après la guerre, elle a diminué et l'exportation a cessé. C'est toutefois dans les années 1990 que la production a dégringolé pour ne plus remonter. Les revenus provenant de la production artisanale de charbon de bois, équivalant à un travail au salaire minimum, ne justifiaient plus la peine encourue. De plus, de nouvelles réglementations environnementales sont venues limiter l'utilisation des fours. Seules les entreprises détiennent aujourd'hui assez de capitaux pour investir dans des installations antipollution tout en restant rentables. C'est le cas de Charbon de bois Feuille d'érable, qui produit du charbon de bois de manière industrielle, à Sainte-Christine-d'Auvergne.

LE BOIS DEVIENDRA CHARBON

Les fours à charbon inventoriés ont des formes, des dimensions et des matériaux variés, mais on trouve principalement des fours ronds en brique d'un diamètre variant entre 4 et 6,5 mètres (10 et 16 pieds) et d'une hauteur de 3,8 à 5,6 mètres (9,5 à 14 pieds). Deux portes de tôle, une à l'avant et une plus petite dans la voûte, permettent le chargement du bois et le déchargement du charbon produit. Pour faciliter l'accès à la porte de la voûte, le four doit être adossé à une butte à laquelle est reliée une passerelle. Le mur est percé

d'évents afin de contrôler l'air lors de la cuisson. Des bandes d'acier enserrant le four retiennent la structure, soumise à une forte pression interne causée par les hautes températures et les gaz résultant de la combustion – elle est si puissante qu'elle peut faire éjecter les portes.

Les fours sont généralement construits à des endroits relativement dégagés, près du bois à bûcher et d'un cours d'eau (en cas de feu). Ils peuvent être situés non loin de la maison ou sur une terre à bois où se trouve souvent la cabane à sucre familiale.

Traditionnellement, le travail du charbonnier débute par la coupe et le transport du bois, qu'il dispose ensuite dans le four de manière à ce que les flammes se propagent uniformément. Puis, il allume le feu au centre et scelle les portes. Il contrôle la combustion en bouchant graduellement les événements. Une surveillance constante est de mise – c'est pourquoi les charbonniers couchaient souvent dans un camp bâti à proximité. Une fois le feu éteint, le charbonnier laisse le four refroidir pendant environ une semaine avant de procéder au défournement. La durée totale du processus peut s'estimer à une quinzaine de jours. Un camion passe finalement chercher la production et le charbonnier reçoit sa rémunération.

Très peu de fours sont encore en fonction dans Portneuf, et les intempéries ont rapidement raison des structures abandonnées. Quelques passionnés continuent de faire vivre la tradition; un charbonnier de Saint-Léonard, par exemple, vend encore sa production à Charbon de bois Feuille d'érable. Mais après eux, ce rare patrimoine risque de disparaître. D'autres ont l'idée de convertir leur four, comme ce propriétaire de Saint-Raymond qui a transformé la structure en abri équipé d'un petit poêle à bois, de l'électricité et d'un puits de lumière. Le changement d'usage peut constituer une avenue à explorer pour éviter la disparition complète de ce patrimoine relevant de savoir-faire méconnus.

Catherine Thibodeau-Lefebvre détient une maîtrise en développement du tourisme. Elle a été mandatée par la MRC de Portneuf pour faire l'inventaire des fours à charbon de la région et évaluer leur potentiel de valorisation culturelle et touristique.

BOUCANERIES DE L'ÎLE VERTE



Pas de fumée sans passion

Le Regroupement pour la pérennité de l'île Verte a travaillé fort pour préserver et mettre en valeur un petit patrimoine local : les fumoirs, ou boucaneries. Bâtiments et artisans témoignent toujours d'une tradition qui a marqué l'histoire des insulaires.

*par Charlotte Gingras, Anne Bérubé,
Aline Grenon et Louise Newbury*

En Gaspésie, dans le Bas-Saint-Laurent et dans Charlevoix se dressent de petits bâtiments étroits, tout en hauteur. En les examinant attentivement, on remarque que leur toit en pente raide est recouvert d'un deuxième toit, plus petit : ce sont les fumoirs de poissons traditionnels, qu'on appelait « boucaneries » à l'île Verte.

Leur histoire va de pair avec celle de la pêche à fascines, qui aurait été pratiquée pendant au moins deux siècles à l'île Verte. En longeant une sorte de clôture faite de

piquets enfoncés dans le lit du fleuve et de branchages d'aulne ou de bouleau entrelacés (les fascines), les poissons se retrouvaient prisonniers d'un piège en forme de C. Les pêches étaient tendues aux grandes marées du printemps et démontées à celles de l'automne. Du début des années 1930 jusqu'aux années 1950, une quarantaine de fascines étaient montées le long de la rive sud de l'île. La pratique a commencé à décliner à la fin des années 1960 et a été abandonnée en 2004.

En haut : Fumoirs de Jérémie Michaud
Source : coll. École Michaud



Réplique miniature d'un fumoir traditionnel, le petit fumoir de Gilles Shooner utilise de la fumée froide.

Source : Municipalité de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs



Fumoir de Martine Vally après sa restauration

Photo: Jean-Luc Riendeau

Si la pêche était un travail d'homme, toute la famille mettait la main à la pâte quand venait le temps de saler, d'embrocher et de suspendre les harengs dans le fumoir, de faire les feux et, quelques semaines plus tard, de décrocher et d'attacher les harengs fumés. À l'époque où la pêche à fascines était florissante, presque chaque famille avait sa boucanerie.

À l'île Verte, ce temps est révolu. Les tomberaux ne reviennent plus chargés de poissons. On ne voit plus les familles s'activer dans les fumoirs. On ne peut que se souvenir de l'odeur de la boucane qui se répandait à la grandeur de l'île. Et apprécier la mémoire d'un savoir-faire, d'une culture insulaire qui demeure, ainsi que le désir de sauvegarder et de mettre en valeur le patrimoine bâti qui y est associé.

En 2013, le Regroupement pour la pérennité de l'île Verte a mis en place un programme de restauration des fumoirs

traditionnels. Des 13 anciens qui restent sur l'île, 4 ont fait l'objet d'une réfection. Même s'ils ne sont plus en usage, ils représentent la mémoire d'une tradition. Le Regroupement a aussi travaillé à la mise en valeur des fumoirs par la réalisation d'un dépliant, d'une exposition, d'une visite guidée et d'un ouvrage (la recherche de financement pour le publier est en cours; en attendant, des extraits se trouvent au notreileverte.org).

ARTISANS À L'ŒUVRE

L'île Verte a aussi deux ambassadeurs qui maintiennent vivant le patrimoine immatériel que constitue le fumage de poisson: Colette Caron, qui tient une poissonnerie, et Gilles Shooner, qui le fume pour son plaisir et celui de ses proches.

«Je fume des filets de poisson à chaud depuis 2004, raconte Colette Caron. C'est dans la carcasse d'un vieux frigo reliée à un baril de métal, utilisée par mes parents, que j'ai commencé à fumer l'esturgeon. Les trois fumoirs que j'utilise maintenant ont été faits sur mesure par un soudeur. J'utilise deux types de fumoirs en acier: un pour le poisson à chair floconneuse (saumon, truite, maquereau, morue), un autre pour le poisson à chair dense comme l'esturgeon (et aussi pour le bacon...).»

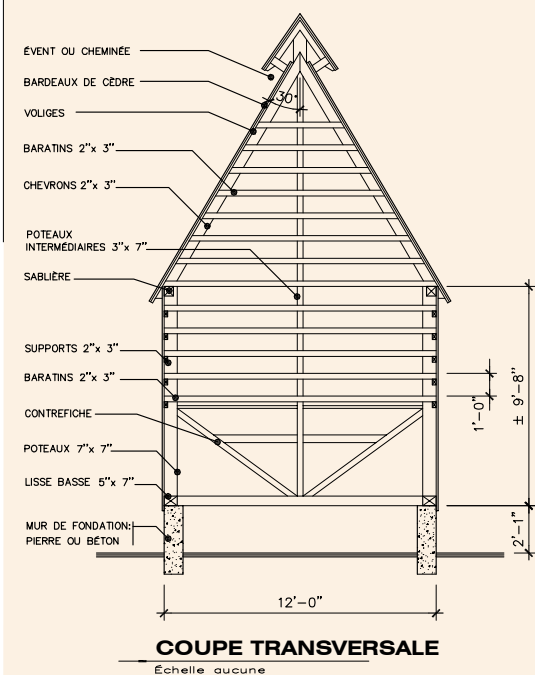
M^{me} Caron fume surtout avec du résineux, parfois avec du bouleau ou de l'érable, tout dépendant de la température à l'extérieur. «Le résineux chauffé plus fort et moins longtemps. En saison froide, c'est mieux. L'été, l'érable brûle plus longtemps mais dégage moins de chaleur.»

Le fumage prend au moins six heures. «À l'époque, la technique servait à sécher le poisson pour le conserver plus longtemps. Aujourd'hui, il s'agit de le cuire et de le fumer en même temps. Par temps de pluie, ça peut prendre jusqu'à 10 heures. Je pourrais fumer plus vite, comme dans les fumoirs électriques, le long de la côte, mais le poisson ne goûterait pas pareil. Ici, le fumage est artisanal», explique-t-elle.

Le fumoir de Gilles Shooner, lui, a été construit en 2005. Il s'agit d'une réplique miniature des fumoirs traditionnels de la région. «Mais contrairement aux boucaneries, il est principalement destiné à la technique du fumage à la fumée froide», précise-t-il.

Isolés avec de la laine minérale, ses murs sont surmontés d'un toit à pente prononcée et reposent sur un solage en béton de 1 mètre d'épaisseur, traversé par un tuyau d'une dizaine de mètres de longueur,

Physique des fumoirs



Construits sur des fondations en pierre ou en béton, les fumoirs traditionnels ont une superficie allant de 3 mètres sur 3 mètres à 4 mètres sur 4 mètres. Ils mesurent 6 mètres de hauteur au pignon. Le sol est généralement en terre battue, mais certains reposent sur une dalle de béton.

La charpente est en bois, de conception très simple. Le revêtement des murs extérieurs est soit en planches de bois verticales, fixées directement sur la charpente des murs, soit en bardeaux de cèdre ou en tôle d'acier, installés sur un revêtement intermédiaire de planches de bois horizontales. Au bas des murs extérieurs de certains fumoirs, on trouve de petites ouvertures qui pouvaient servir à l'alimentation en air frais.

La charpente du toit est composée de chevrons et de voliges. Le revêtement est en bardeaux de cèdre ou en tôle

Source: Louise Newbury

d'acier. Il n'y a pas de panne faîtière puisque la partie supérieure du toit doit être laissée ouverte pour l'évacuation de la fumée. L'ouverture est protégée de la pluie et des intempéries par un deuxième petit toit. Cette cheminée d'évacuation s'étale sur la longueur du faîte.

Sur toute la hauteur du toit et une bonne partie des murs, des pièces de bois horizontales, nommées «baratins», sont fixées à la charpente et servent de supports aux baguettes sur lesquelles le poisson est enfilé pour le fumage.

enfoui dans le sol, qui aboutit à un poêle générateur de fumée. La fumée produite se refroidit en montant vers le fumoir.

« Les fumoirs à la fumée froide épousent habituellement la forme d'une cabane massive et carrée, dit-il. J'ai choisi celle du fumoir de l'île pour son élégance structurale et son système de ventilation aux ouvertures latérales, placées sous le rebord du toit, qui s'avère un atout majeur pour l'obtention d'un fumage plus uniforme et plus efficace. »

Celui qui ne fume pas que du saumon, mais aussi du jambon, du bacon et du *smoked meat* insiste sur l'importance de l'emplacement du fumoir. « Il faut profiter le plus possible du sens des vents dominants. Les variations de la pression atmosphérique ont un effet sur la facilité de la fumée à monter. En basse pression, sans vent, la fumée tend à demeurer basse dans le fumoir. Pour contrer cet effet, j'ai ajouté un ventilateur électrique près de l'entrée du tuyau. »

Comme combustible, il utilise un mélange à base de bran de scie ou de copeaux d'érable auquel il ajoute des rondelles et des ramilles de cerisier et de pommier, ainsi que d'autres éléments dont il garde le secret. « J'ai déjà fumé avec bonheur en ajoutant au feu du foin de mer [zostère] séché. Pour le fumage, dépendamment du poids du poisson, je ne dépasse pas 20 heures. »

Grâce au savoir-faire de Colette Caron et de Gilles Shooner ainsi qu'aux initiatives



du Regroupement pour la pérennité de l'île Verte, les fumoirs et les traditions dont ils témoignent demeurent bien présents dans les mémoires comme dans le paysage.

Colette Caron utilise des fumoirs en acier fabriqués sur mesure par un soudeur.

Photo: Charlotte Gingras

Charlotte Gingras, Anne Bérubé, Aline Grenon et Louise Newbury sont membres du Regroupement pour la pérennité de l'île Verte.

TECHNOLOGIE & PATRIMOINE

À RIVIÈRE-DU-LOUP

- 1. GÉORALLYE**


Tourisme Rivière-du-Loup
418 862 1981
- 2. APPLICATION WEB**
Libérez le fantôme d'Alice au Manoir Fraser
www.manoirfraser.com


L'ÎLOT DES PALAIS | **Entente de développement Culturel Rivière-du-Loup** | **MRC de Rivière-du-Loup** | **Ville de Rivière-du-Loup** | **Le Manoir Frasnais**



VÊTEMENT D'APPARTENANCE



Témoin coloré et richement ornementé de la fierté identitaire de sa propriétaire, la redingote amérindienne offerte en donation aux Musées de la civilisation propose une immersion sociale chez les Hurons-Wendat du XIX^e siècle.

par Marie-Paule Robitaille et Rachel Dessaints

En 2007, Christine Lainé et Danielle Lainé font un don plutôt inédit aux Musées de la civilisation : une robe-manteau

ornée à la manière traditionnelle des redingotes de chefs hurons-wendat. La redingote féminine, que leur mère et leur grand-mère nommaient *onhara* et qui provenait de leur arrière-grand-tante «Ti-Claire», a la

coupe d'une *afternoon gown*, très à la mode vers 1870-1875. Mais la garniture distinctive du vêtement en fait le porteur d'une perspective historique particulière.

S'il existe peu de traces du parcours de cette redingote, de maigres glanures cueillies dans la famille révèlent la fierté qu'a eue sa jeune propriétaire, Claire Sébastien (1849-1923), d'appartenir à une famille wendat à une époque de changement social et politique chez les premiers peuples du Québec.

FIÈRE DE SES ORIGINES

Claire appartenait à la famille Bastien, très active en politique et dans le secteur manufacturier (Bastien Bros., fondée en 1826) aux XIX^e et XX^e siècles. Elle était la fille du renommé grand chef Maurice Sébastien Agniolen (le patronyme *Sébastien* est devenu *Bastien* vers la fin du XIX^e siècle) et de Marie-Louise Loubier, une « Canadienne » de Saint-François-de-Beauce. Claire a eu deux sœurs, Delphine et Caroline, et trois frères, Antoine, Narcisse et Maurice Bastien Sarenhes, qui a été grand chef à son tour de 1909 à 1916.

Dans la vingtaine, Claire a habité à Montréal puis à Toronto où, à 33 ans, elle a épousé John William McGrath. Devenue veuve au tournant du siècle, elle est revenue au « Village huron » (soit dans la communauté de Wendake) habiter avec sa mère, comme en atteste le recensement canadien de 1901; elle y est inscrite comme travailleuse de mocassins.

Compte tenu des attributs traditionnels de sa redin-



gote, on constate que Claire Sébastien valorisait sa culture, ses proches et sa proximité avec la chefferie de sa nation. Enfant, elle serait allée à l'école du village, non pas chez les Ursulines de Québec. Dès un très jeune âge, elle a certainement vu et touché les médailles honorifiques, les wampums et les coiffes à plumes tordues des anciens de sa famille. À 13 ans, elle a possiblement participé à la sauvegarde du trésor des Jésuites avec les familles du village, à la suite de l'incendie de la chapelle Notre-Dame-de-Lorette. Graduellement, elle a aussi vu l'entourage urbain folkloriser la production artisanale des femmes de son village. En 1876, à 26 ans, elle a connu la

promulgation de la Loi sur les Indiens, qui a vraisemblablement affecté son statut d'Amérindienne lorsqu'elle a épousé John William McGrath. Elle a laissé sa trace dans quelques comptes rendus d'événements familiaux et protocolaires à Wendake. Elle a même fait les manchettes du journal économique *The Saturday Budget* de Little Falls, dans l'État de New York, le 14 octobre 1893, quand, avec sa sœur Caroline et les dirigeants de la communauté, elle a accueilli le gouverneur général Lord Aberdeen et son épouse, de passage à Québec de Rideau Hall. Sa vie s'est poursuivie discrètement parmi les siens jusqu'à son admission à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Québec

Sur cette photo de 1909, trois femmes sont vêtues à la huronne. À droite, la nièce de Claire Sébastien, Eva, porte la redingote. Elle est accompagnée d'une autre Wendat, Albani Picard (à gauche), et de Jane Weber (au centre), dont le mari vient d'être nommé membre honoraire de la communauté.

Source : coll. personnelle Christine et Danielle Lainé



Les broderies en crin d'original, avant et après leur consolidation
Photo : Guy Couture, CCQ, coll. Les Musées de la civilisation



Les épaulettes brodées de gerbes et bordées de liserés rouges affirment l'appartenance de Claire Sébastien à la chefferie de la nation huronne-wendat. À preuve, l'épaulette-applique de la redingote du chef «Andièrelele» Gaspard Picard, datant du milieu du XIX^e siècle (à gauche), s'apparente à l'épaulette de la redingote (à droite).

Photo : Marie-Paule Robitaille, coll. Louis Lesage
Photo : Guy Couture, CCQ, coll. Les Musées de la civilisation

le 22 novembre 1923, où elle est décédée d'un cancer le 19 décembre, à 74 ans.

ORNEMENTATION TYPIQUEMENT WENDAT

Les effets personnels de Claire Sébastien sont restés dans la maison paternelle, habitée par la famille de son neveu, Ludger Bastien, grand-père des donatrices. Puis, la redingote complétée de sa longue jupe à rubans s'est retrouvée chez madame J.-P. Langlois, mère des dames Lainé, qui ont veillé à sa sauvegarde.

En accord avec l'ornementation de la production artisanale wendat du milieu du XIX^e siècle, des broderies en crin d'original rehaussent le contour du corsage. Des séquences de fleurs dégagées, tantôt en paires, tantôt seules, alternent en rouge et en rose de chaque côté d'une tige qui se déploie avec souplesse. Les groupes floraux rappellent des fraises; ces suites se terminent par quelques marguerites sauvages. L'exécution est bien rendue, mais par mégarde les appliques du devant ont été réalisées en parallèle plutôt qu'en effet miroir. Un détail qui ne se remarque pas au premier coup d'œil.

À la façon des ruches du chemisier d'apparat masculin, une finition de ruban de soie rouge orne l'ouverture du corsage, l'encolure et les poignets. Emprunt direct aux redingotes de chef, des épaulettes brodées de gerbes et bordées de liserés rouges cassent la silhouette de la coupe classique. C'est par la ruche et les épaulettes que Claire Sébastien a affirmé son appartenance à la chefferie de la nation huronne-wendat. L'association

visuelle est voulue, incontournable et inusitée.

RUCHERS ET AUTRES PROBLÈMES

Après avoir reçu le vêtement en donation, le Musée de la civilisation a voulu l'intégrer à son exposition permanente *C'est notre histoire*. Mais avant, il fallait le restaurer.

À son arrivée au Centre de conservation du Québec, en 2012, la redingote était usée et présentait plusieurs faiblesses, ce qui posait un certain risque pour son exposition au public. Fait de laine noire façonnée, le vêtement présentait plusieurs petits trous, déchirures, abrasions, effilochements, etc. De plus, il est vite apparu que les ruchers en ruban rouge du col et des poignets n'étaient pas d'origine. Le ruban d'un peu moins de 3 cm de largeur était fait d'une fibre synthétique qui n'était pas sur le marché à l'époque de la fabrication de l'*onhara*. L'exécution de la couture et la mauvaise facture des ruchers ne correspondaient pas non plus au reste de la redingote.

Pour commencer le traitement, on a délicatement dépoussiéré la redingote et retiré des restes de cocons d'insecte (*Tinea pellionella*, aussi appelé teigne porte-case). On a ensuite retiré le rucher du col pour consolider l'encolure. C'est alors qu'on a trouvé un petit fragment d'un autre ruban, fuchsia éclatant et de soie pure, qui possédait ses lisières et mesurait 5 cm de largeur. Il devait s'agir du ruban du rucher original. On a alors décidé de reproduire le rucher original selon le fragment retrouvé et l'interprétation d'une photo de la fin du XIX^e siècle où l'on reconnaît la redingote. Quant

aux ruchers synthétiques des poignets, ils ont été retirés mais pas remplacés, faute de preuve attestant leur présence à l'origine. Par contre, tous les rubans ont été conservés, car ils font maintenant partie de l'histoire de l'utilisation et de la transformation de la redingote. On a ensuite effectué plusieurs consolidations sur différents éléments effilochés, déchirés ou troués. Dans certains cas, comme pour les lanières en soie rouge au revers des pans inférieurs, l'ajout d'une couche protectrice en crêpeline de soie a renforcé les parties faibles et atténué l'apparence

des taches et décolorations, évitant un lavage risqué à ces tissus fragiles. Comme la redingote devait être mannequinée pour son exposition, les bordures des coutures intérieures du corsage, qui étaient très effilochées et susceptibles de s'endommager davantage malgré une consolidation, ont été recouvertes d'une finition protectrice préventive en coton. On a aussi documenté et remplacé les agrafes manquantes du corsage, en plus de renforcer les coutures partiellement défaites des autres agrafes. Quelques petites taches dans la laine façonnée ont été nettoyées, et

quelques fils sortis du tissage ont été corrigés mécaniquement. Ensuite, on a pu amorcer la tâche longue et ardue de la consolidation des broderies en crin d'orignal, poil par poil, à l'aide de petits filaments d'adhésif activés *in situ* avec un solvant. Un exercice laborieux réalisé sous binoculaire, avec des micro-outils. Pour terminer, la reproduction du rucher a été cousue à la main au col, selon ce qui semblait être la technique d'origine. Sans cette restauration, le vêtement n'aurait pas pu être présenté au public. Et la vie d'une femme ayant valorisé sa culture

et sa relation familiale avec la chefferie de sa nation serait demeurée dans l'oubli.

Marie-Paule Robitaille est conservatrice à la retraite des Musées de la civilisation et Rachel Dessaints est restauratrice de textiles au Centre de conservation du Québec.

MARIE-JOSÉE DESCHÊNES
architecte

architecture . patrimoine . paysages



T: 418.997.3374
info@mjdarchitecte.com
www.mjdarchitecte.com

patri-arch



patrimoine & architecture

1365, rue Frontenac
Québec (Québec) G1S 2S6

Tél. et téléc. : 418.648.9090

www.patri-arch.com

Métiers d'art du bâtiment ARTES inc.

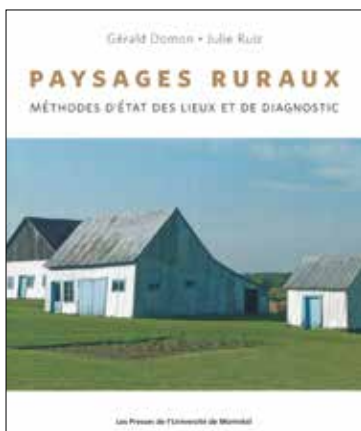


Inspection, expertise et évaluation de bâtiments anciens
Gestion de projet de restauration
Réalisation de travaux
Valorisation et enseignement des métiers d'art
reliés au bâtiment

Artisan professionnel reconnu par le Conseil des Métiers d'Art du Québec
Entrepreneur général RBQ # 5687-8630-01

artes.artisans@gmail.com 514-518-2462

CERNER LES PAYSAGES DU QUOTIDIEN



En 2009, la MRC des Maskoutains s’est associée à la Chaire en paysage et environnement de l’Université de Montréal et à la Chaire UQTR en écologie du paysage et aménagement pour mettre sur pied le projet « Paysages maskoutains. Révéler, mettre en valeur, requalifier ». L’un des objectifs : développer des méthodes et des outils de caractérisation et d’évaluation des paysages du quotidien qui pourraient être utilisés dans d’autres régions rurales (voir *Continuité*, n° 132, printemps 2012, p. 35). Même s’ils n’ont rien de spectaculaire, ces paysages font partie de notre identité et, comme ils sont susceptibles de changer dans les années à venir, il est important de déterminer dans quelle direction on souhaite qu’ils évoluent. Mais le travail d’aménagement qu’ils demandent diffère de celui dont les professionnels ont l’habitude. Il fallait donc mettre au point une approche qui leur soit adaptée. C’est maintenant mission accomplie : conjuguant théorie et pratique, *Paysages ruraux. Méthodes d’état des lieux et de diagnostic* de Gérald Domon et Julie Ruiz explique comment dresser un état des lieux des paysages dits ordinaires et poser un diagnostic éclairé. Il s’adresse autant aux étudiants et aux professionnels de l’aménagement qu’aux citoyens et aux élus désireux de poser les gestes appropriés afin de mettre leur milieu de vie en valeur.

Les Presses de l’Université de Montréal, 2015, 298 pages, 39,95 \$



Les yeux sur la route

Sous la direction de Laurent Bourdeau et Pascale Marcotte, *Les routes touristiques* multiplie les points de vue sur ces routes et

leur rôle dans le développement des régions où elles sont implantées. Des auteurs d’horizons variés (histoire, géographie, sociologie, ethnologie, marketing, littérature et psychologie) et originaires de sept pays abordent le sujet dans une perspective tantôt théorique, tantôt pratique. Ils analysent le rôle que joue la route touristique dans le développement économique et social, mais aussi dans la protection du patrimoine culturel et naturel, ainsi que la manière dont elle est perçue en différents lieux et époques.

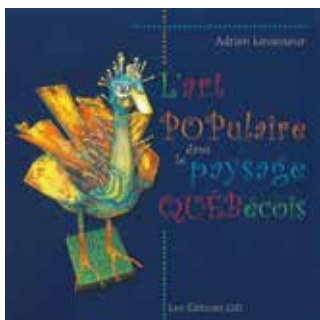
Presses de l’Université Laval, 2015, 268 pages, 29,95 \$

Outil agricole



Réalisé par la firme Patri-Arch pour la MRC de Charlevoix et le CLD de la MRC de Charlevoix-Est, le *Guide des bonnes pratiques pour la conservation et la mise en valeur des bâtiments agricoles de Charlevoix* réunit une douzaine de fiches-conseils visant à aider les propriétaires de bâtiments agricoles dans leurs travaux de rénovation. Chacune aborde des notions de base et des problèmes souvent rencontrés, en plus de fournir des conseils pratiques et des exemples concrets d’interventions. Il est entre autres question des différents types de bâtiments, de leurs fonctions, de leur entretien au fil des saisons, de la préservation de leur recouvrement de bois, de la consolidation de leur structure, de la conservation de leurs caractéristiques architecturales, de la sécurité de l’intervention, de la planification du projet et des ressources disponibles.

MRC de Charlevoix et CLD de la MRC de Charlevoix-Est, 2015, 46 pages, gratuit (en ligne au mrccharlevoix.ca, sous l’onglet Culture et patrimoine, section Outils et documentation)



Gros plan sur l’art populaire

Après nous avoir offert les deux tomes de *Sculpteurs en art populaire au Québec*, Adrien Levasseur nous revient avec *L’art populaire dans le paysage québécois*. Rappelons que ce grand passionné possède une des plus remarquables collections de sculptures en art populaire au Québec. Il a même reçu, en 2013, une mention d’honneur de l’Assemblée nationale soulignant sa contribution à la diffusion et à la conservation du patrimoine québécois. Cette fois, il s’intéresse aux parterres, croix de chemin, boîtes aux lettres, cabanes d’oiseaux, courtpointes, tapis crochetés, jouets, crèches

de Noël, objets d’utilité, sculptures (dont les appelants de chasse) et peintures. Près de 500 photos illustrent la publication. Réalisée avec la collaboration de l’ethnohistorien Jean-François Blanchette et de divers musées québécois, elle répertorie plus de 700 artistes.

Les Éditions GID, 2015, 348 pages, 49,95 \$

Promenade enrichie

Septentrion vient de publier une édition revue et augmentée du *Vieux-Québec. Guide du promeneur*, que signe Jean-Marie Lebel avec la collaboration de Geneviève Désy. Cette mouture du guide contient plusieurs mises à jour et précisions, en plus d'étendre le territoire couvert aux faubourgs Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch. Des photographies de Marc Pelletier illustrent l'ouvrage (en noir et blanc dans sa version papier et en couleurs dans sa version électronique).

Septentrion, 2015 [1997], 344 pages, 24,95 \$



Une place qui a fait sa marque

Réalisé sous la direction de Louise Poissant, *50 ans de la Place des Arts* réunit les contributions de 14 auteurs. Ces universitaires, artistes et gestionnaires relatent leurs réflexions sur le rôle et l'influence de cette institution qui a célébré son 50^e anniversaire en 2013. Gérard Beaudet, urbaniste émérite et professeur titulaire à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, signe le texte

« Les équipements culturels au cœur du projet urbain. La Place des Arts, un projet bien de son temps ». Il est également question de la Place des Arts comme prétexte d'insertion culturelle dans un programme de rénovation urbaine dans le texte de Geneviève Richard, consultante en patrimoine, ainsi que de la trajectoire formelle et idéelle de l'esplanade de la Place des Arts dans celui de Jonathan Cha, urbanologue et architecte paysagiste.

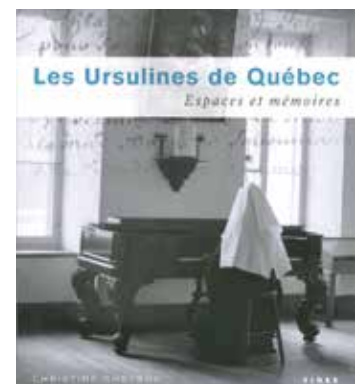
Presses de l'Université du Québec, 2015, 230 pages, 30 \$



L'âme des Ursulines

Fruit de 25 années de carrière au sein de la communauté religieuse, *Les Ursulines de Québec. Espaces et mémoires* a été réalisé par Christine Cheyrou, directrice et conservatrice du Musée des Ursulines de Québec, en collaboration avec l'historien Julien Mercure-Gauvin, les religieuses de la communauté ainsi que les équipes du Musée des Ursulines de Québec et des Archives du Monastère des Ursulines de Québec. L'ouvrage nous fait découvrir l'architecture remarquable de l'un des plus anciens monastères d'Amérique du Nord (établi en 1642), les trésors qu'il abrite (objets et documents d'archives) et le patrimoine immatériel qu'on y perpétue depuis des siècles (traditions, récits, rituels, valeurs, savoirs et savoir-faire). Au gré de nombreuses photos signées Luc-Antoine Couturier et de témoignages se révèlent l'histoire de la communauté, la vie des religieuses et des élèves de même que la manière dont les Ursulines de Québec transmettent leur précieux héritage.

Fides, 2015, 216 pages, 29,95 \$



Nos ancêtres du régiment

Le régiment de Carignan-Salières. Les premières troupes françaises de la Nouvelle-France 1665-1668 de Marcel Fournier et Michel Langlois raconte l'histoire de ce régiment envoyé ici par le roi Louis XIV pour répondre aux attaques incessantes des Iroquois. On y relate sa création, son voyage de Marsal à La Rochelle, puis sa traversée de l'Atlantique, son installation dans les forts de la vallée du Richelieu et ses campagnes. Une fois la paix rétablie, les autorités encouragent les soldats à demeurer en Nouvelle-France et à devenir des habitants. On leur distribue des terres, des outils et des vivres pour faciliter leur établissement. Sans compter que l'envoi de filles du Roy s'intensifie.

En tout, 450 soldats et officiers des 1300 que comptait le régiment ont décidé de rester. On a hérité d'eux plusieurs de nos patronymes: Joncas, Toupin, Tousignant, Labbé, Lalande, etc.

Éditions Histoire Québec, 2014, 132 pages, 10 \$



Héritage social

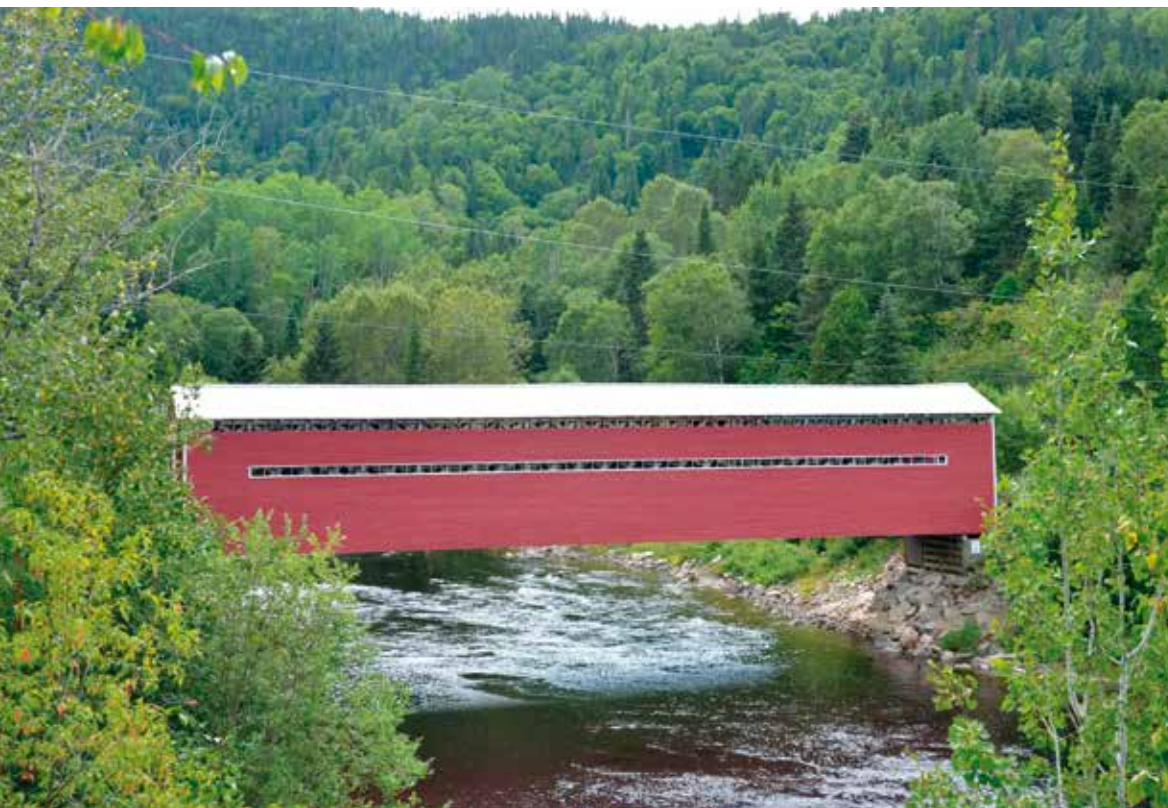
Une société en héritage. L'œuvre des communautés religieuses pionnières à Québec d'Étienne Berthold rend hommage à ces hommes et femmes qui ont jeté les bases de plusieurs de nos institutions. Plutôt que d'aborder la question sous l'angle de l'histoire de l'art, de l'histoire de l'architecture ou de l'ethnologie, l'auteur a choisi de se pencher sur le patrimoine social d'une dizaine de communautés religieuses de Québec. Il définit ce patrimoine comme des savoir-faire qui s'exercent dans le cadre d'un programme d'action sociale. Son étude l'a amené à constater que cet héritage est toujours présent et agissant, plus précisément dans les domaines de l'éducation, des services sociaux et de la santé.

Les Publications du Québec, 2015, 120 pages, 29,95 \$





LES PONTS: PLUS QUE DE SIMPLES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT



Le pont couvert Louis-Gravel, à Sacré-Coeur, s'inscrit dans le réseau d'attrait touristiques de la Côte-Nord. La présence de la rivière à saumons Sainte-Marguerite et de l'ancien camp de pêche de Bardsville, situé en amont, contribue à son potentiel de mise en valeur.

Photos: L'Enclume – Atelier de développement territorial

par Christophe-Hubert Joncas

Au cours des derniers mois, plusieurs débats entourant la conservation ou la reconstruction de ponts ont animé le Québec. Qu'il s'agisse du pont Champlain, du pont de Québec ou du pont de L'Île-d'Orléans, les enjeux soulevés sont complexes et touchent à la fois des questions juridiques, techniques, urbaines, patrimoniales et paysagères. Généralement inclus dans la notion d'ouvrages de génie (qui regroupe barrages, canaux, viaducs, etc.), les ponts ont depuis deux décennies gagné en intérêt auprès des autorités publiques. On reconnaît de plus

en plus les avancements technologiques dont ils témoignent et leur association à certains fleurons industriels du Québec, telle la Dominion Bridge. On reconnaît aussi mieux les liens entre les ponts et les grandes phases d'occupation et de développement du territoire. Par exemple, plusieurs ponts couverts ont été érigés à l'initiative du ministère de la Colonisation afin d'ouvrir la voie à de nouveaux territoires à coloniser. D'autres ponts ont été construits dans le cadre de travaux pour contrer le chômage, permettre l'accès aux grands chantiers hydroélectriques ou aux territoires forestiers, ou suivre les grandes tendances d'urbanisation.

DES SENSIBILITÉS QUI ÉVOLUENT

Parallèlement à l'attention accrue à l'égard de ces infrastructures, le ministère des Transports du Québec (MTQ) a perfectionné ses façons de faire en matière de conservation depuis les années 1970.

Il a d'abord concentré ses efforts sur les ponts couverts, en raison de leur rareté, de leur fragilité et de leur grande valeur historique. Après un premier inventaire en 1972, une entente interministérielle a été signée en 1978 avec le ministère des Affaires culturelles concernant la conservation de 44 ponts couverts sur les 115 inventoriés. En 1981, un inventaire plus complet a été réalisé par le ministère des Affaires culturelles, qui a permis de mieux connaître les caractéristiques garantes de la valeur patrimoniale des ponts couverts et, surtout, d'inventorier des ponts non gérés par le MTQ. On ne peut non plus passer sous silence la qualité et la quantité d'information colligée au cours des 21 années d'existence de la Société québécoise des ponts couverts, fondée en 1981. Le fonds d'archives de cet organisme est maintenant conservé à la Maison Henry-Stuart, à Québec. Par la suite, compte tenu de l'évolution des notions de patrimoine et de l'accroissement des connaissances, le MTQ a commencé à élargir la notion de ponts patrimoniaux à d'autres typologies; au début des années 2000, il a intégré les ponts en arc et

les ponts à poutres triangulées métalliques.

DEUX PRÉCÉDENTS

Au début des années 2000, deux cas ont entraîné un changement important dans les façons de faire du MTQ en matière de conservation des ponts patrimoniaux.

D'une part, tout juste avant de démanteler le pont Turcot à Très-Saint-Sacrement en Montérégie (il avait été jugé non fonctionnel et un nouveau pont avait été construit à proximité), un article portant sur les ponts Macquet du Québec permet au Ministère d'en saisir toute la qualité. Le pont Turcot est en fait l'un des six derniers spécimens conçus entre 1887 et 1892 par l'ingénieur belge Gérard Macquet, et un des premiers ponts rivetés en Amérique du Nord. Le pont sera heureusement conservé. À partir de ce moment, le MTQ entreprendra des travaux de réflexion sur la façon d'identifier et d'évaluer les ponts patrimoniaux.

D'autre part, la démolition à l'hiver 2003 du vieux pont métallique de Sainte-Marie de Beauce, sur la rivière Chaudière, au profit d'un pont moderne sans considération d'insertion provoquera une importante contestation locale. À partir de là, le MTQ accélère les travaux entamés quelques années plus tôt pour se doter en 2005 d'une orientation ministérielle visant à uniformiser la procédure de préservation des ponts considérés comme patrimoniaux à l'intérieur de son organisation.

FORCES ET FAIBLESSES

Pour évaluer la valeur patrimoniale des ponts, et pour se doter de règles claires en



matière de conservation, le MTQ a retenu une méthode numérique : des points sont attribués pour diverses caractéristiques.

Chaque pont évalué se voit attribuer un indice patrimonial de structure (IPS), dont environ 70 % de la valeur est liée aux caractéristiques d'ingénierie telles que l'unicité, le constructeur, le concepteur, le type de structure, la longueur de travée et le degré d'authenticité. L'autre 30 % est associé à l'importance historique, à la qualité du paysage, au potentiel de mise en valeur et à l'intérêt du milieu.

Cette méthode d'évaluation a l'avantage d'être standardisée et de permettre d'insérer facilement les caractéristiques patrimoniales des structures dans une base de données. Elle est particulièrement pertinente quand on s'intéresse à un type de patrimoine précis, comme les ponts patrimoniaux du Québec.

Cependant, la pondération relative des critères pose certains problèmes et provoque parfois des distorsions. L'importance accordée à l'authenticité structurelle pèse lourd dans l'évaluation patrimoniale des ponts, au détriment de leur valeur paysagère et de l'intérêt qu'un milieu leur porte.

LE CAS DES PONTS FERROVIAIRES

Le réseau ferroviaire relevant de la compétence du Québec s'est développé ces dernières années, passant de 4 compagnies de chemin de fer et 564 kilomètres de voies ferrées en 1993 à plus de 10 compagnies et 1935 kilomètres de voies ferrées. Parmi ces tronçons, on peut penser au Chemin de fer de la Gaspésie et au Chemin de fer de Québec Central, tous deux propriété du MTQ. Mais force est de constater que la nouvelle méthode d'évaluation du

Ce pont ferroviaire de Vallée-Jonction, dans la Chaudière-Appalaches, fait partie d'un ensemble ferroviaire d'intérêt qui comprend une gare, des garages et une petite cour de triage. La Municipalité souhaite protéger cet ensemble et le mettre en valeur.

Ministère ne leur convient pas. Ces chemins de fer comportent plusieurs ponts ferroviaires d'intérêt. Plutôt que de les envisager à la pièce, il importe de les envisager en ensemble. C'est seulement de cette façon qu'on peut mieux apprécier la valeur paysagère de ces tronçons et déterminer leur potentiel de mise en valeur. Il faut à tout prix éviter d'appréhender les ponts et les réseaux de voies ferrées comme des structures autonomes. Ils s'inscrivent de multiples façons dans le paysage. On peut même dire que les chemins de fer (et leurs structures associées comme



Dans un environnement naturel intéressant à Mirabel, dans les Laurentides, le pont dit « Mackenzie » et ses abords pourraient être mis en valeur.

les ponts) ont littéralement créé le paysage, puisque leur construction a ouvert de nouvelles perspectives sur le territoire.

Les chemins de fer offrent plusieurs possibilités de mise en valeur et peuvent s'inscrire dans les réseaux d'attrait touristiques d'un secteur. Pensons au pont ferroviaire de Port-Daniel en Gaspésie, pont emblématique situé sur le barachois. Les ponts ferroviaires constituent souvent un élément identitaire d'un lieu. Dans les futurs débats concernant des projets liés à certains tronçons nouvellement acquis, une bonne analyse du potentiel de mise en valeur s'avère

nécessaire. Des projets de réutilisation en piste cyclable, comme dans la région de Portneuf, sont inspirants.

PLACE À LA CONCERTATION ET À L'INNOVATION

Au-delà des enjeux techniques associés à la méthode d'évaluation des ponts patrimoniaux, il importe de rappeler les autres grands enjeux liés à la conservation et à la mise en valeur de ces infrastructures.

Comme les communautés locales sont de plus en plus sensibles à la valeur patrimoniale des ponts et à leur potentiel de développement, on ne peut plus négliger l'importance de la concertation entre les diffé-

rents acteurs. Pour assurer de meilleurs projets et favoriser une meilleure acceptabilité sociale, il faut développer des partenariats et des espaces de dialogue en amont. Une idée : créer des groupes de travail comptant plusieurs partenaires publics comme le Ministère, la ou les municipalités touchées, la MRC et des organismes d'intérêt en développement économique, en tourisme et en patrimoine. Il faut inscrire la mise en valeur de ponts patrimoniaux dans une vaste planification locale et régionale.

On doit également revoir la façon de présenter les options de projets. Les scénarios devraient être considérés comme des outils de communication porteurs de discussions et offrant des possibilités intéressantes pour accroître l'adhésion de la population. Un processus de cocréation permettrait de mieux intégrer les parties prenantes dans la prise de décisions. Souvent interpellés uniquement pour réaliser l'évaluation patrimoniale, les experts en patrimoine devraient être inclus dans les séances de réflexion à l'étape de la conception.

Le graphisme des outils de communication des projets doit aussi être soigné, et il ne faut pas négliger d'exposer les analyses paysagères sous-tendant les choix, les critères d'insertion,

les différents scénarios envisagés. On ne peut plus se limiter à transmettre les décisions qui ont été prises. La présentation publique du projet de nouveau pont à Shannon, en juin dernier, ne s'inscrit malheureusement pas dans cette lignée; elle mettait de l'avant uniquement le scénario privilégié, sans mentionner les différentes options sur le plan du tracé et du design, et avec un très faible souci accordé aux nouvelles perspectives et vues qu'entraînera le nouveau pont. Bien plus que de simples infrastructures de transport, les ponts suscitent l'attention des populations locales et méritent qu'on les appréhende comme des éléments fondamentaux dans la construction des paysages et de l'imaginaire collectif. On peut même s'attendre à voir prochainement apparaître des demandes de statut de paysage culturel patrimonial pour des territoires incluant des ponts patrimoniaux, à l'initiative des communautés locales.

■ *Christophe-Hubert Joncas est consultant en aménagement et patrimoine et administrateur d'Action patrimoine.*

ACTION PATRIMOINE

Action patrimoine est un OBNL qui agit à l'échelle nationale pour protéger et mettre en valeur le patrimoine québécois. Depuis 1975, d'abord sous le nom de Conseil des monuments et sites du Québec, puis sous sa nouvelle dénomination, l'organisme poursuit sans relâche une mission de sensibilisation, de diffusion de la connaissance et de prise de position publique pour la sauvegarde du patrimoine bâti et des paysages culturels du Québec.



HÉRITAGE
MONTRÉAL

L'AVENIR EN HÉRITAGE

DEPUIS 1975...

Nous sommes au cœur des actions
d'aujourd'hui, pour forger
le patrimoine de demain.

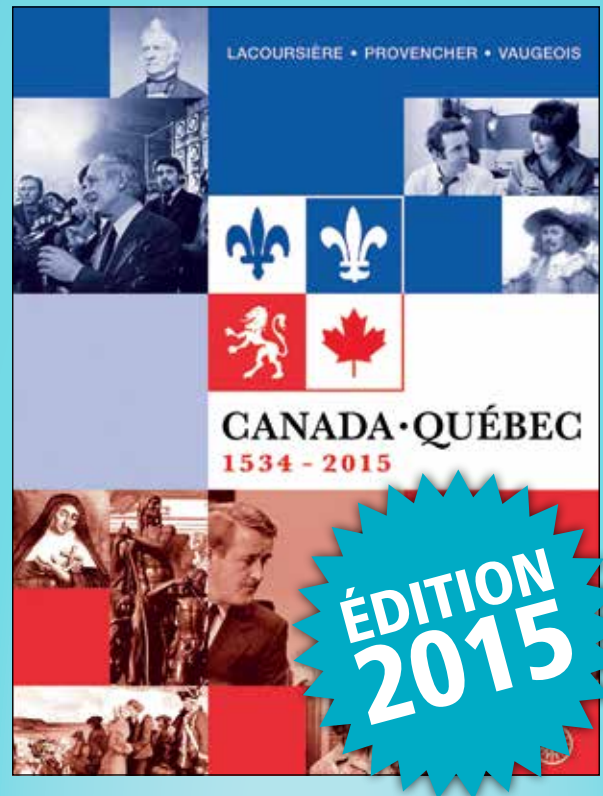
DEVENEZ MEMBRE et dotez ainsi
Montréal de legs durables, empreints
d'innovation et de créativité !

*Profitez de notre tarif spécial
40^e anniversaire à 40 \$!*

heritagemontreal.org



photo : Corinne Fortier



SEPTENTRION

TOUJOURS LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC

WWW.SEPTENTRION.QC.CA

KIOSQUE NUMÉRIQUE

ARTS VISUELS CINÉMA CRÉATION LITTÉRAIRE CULTURE ET SOCIÉTÉ HISTOIRE ET PATRIMOINE LITTÉRATURE THÉÂTRE ET MUSIQUE THÉORIES ET ANALYSES

Vous pouvez ajouter les revues culturelles québécoises à votre bibliothèque virtuelle en visitant le site Web de la SODEP.

**LA CULTURE
EN REVUES**

SODEP.QC.CA

Conseil des arts
et des lettres
Québec 



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Canada 